





# Dates

Il y a vingt-cinq ans, la mort de Marilyn Monroe

## Une si jolie victime

### RENDEZ-VOUS

**Mardi 11 août.** — Sao-Paulo : réunion des ministres des affaires étrangères de Contadora et du « groupe d'appui ».

**Mercredi 12 août.** — Brasilia : appel à la grève générale contre la politique salariale du gouvernement.

**Samedi 15 août.** : élections législatives en Nouvelle-Zélande.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Téléc. MONDIPAR 860 572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Robert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Verdet

Correspondant en chef :  
Claude Sales

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 266 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### Le Monde

**TELEMATIQUE**  
Composés 3615 - Tape LEMONDE

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par télécopieur)  
1. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. — SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
sur les bandes vos nom, adresse et capital  
d'abonnement.

Le Monde USPS 795-010 is published daily,  
except Sundays for \$450 per year by  
the United States Post Office, 45-45 36th  
Street, L.I.C., NY 11104. Second class postage  
paid at L.I.C. and additional offices. NY  
Postmaster : send address changes to  
Le Monde c/o Speedpost USA, INC., 45-45 36th  
Street, L.I.C., NY 11104.

TOT dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 août 1962, dans un cottage de Brentwood, près de Los Angeles, une dose indéterminée, massive, de pentobarbital et d'hydrate de chloral envoyait au paradis (siirement) une petite fille perdue de trente-six ans, la femme la plus célèbre de son temps. Vingt-cinq ans plus tard, le mystère de la mort de Marilyn Monroe est intact. Les ouvrages les plus divers, les plus farfelus, les plus sérieux, les plus invraisemblables, se sont accumulés sans rien éclaircir de cette fameuse nuit, et il est peu probable qu'on connaisse jamais la vérité, à supposer même qu'il n'y en ait qu'une.

Le fait est que, pour tout le monde, dès l'aube du 5 août, la mort de Marilyn a paru suspecte : cette main sur le téléphone, ce carreau brisé à la fenêtre... suicide ou accident ? Ce n'aurait pas été sa première tentative, une foule d'amis, de confidentes et de psychiatres pouvaient en témoigner. Elle était souvent déprimée, habituée aux somnifères, à l'alcool, aux nuits quand même blanches (il y a d'ailleurs, invariablement, quelque chose dans ces circonstances pour dire qu'il s'en doutait, s'y attendait, un prophète de l'après-coup), et traversait une période difficile, pour le moins, en plein tournage d'un film intitulé *Quelque chose va craquer*...

Mais elle n'avait pas semblé trop inquiétante au téléphone, la veille. Elle n'avait peut-être fait qu'oublier — la chose lui était déjà arrivée — de compter le nombre de pilules roses, vertes ou blanches qu'elle avalait depuis le milieu de la journée... Et très rapidement on s'est mis à parler de crime. Ce suicide ressemblait trop à Marilyn, c'était censé de fil blanc. Pourquoi ce geste inattendu vers le téléphone ? Et si on l'avait tuée ailleurs et amenée ici ensuite ? On droguée d'abord, et achevée d'une overdose par intraveineuse ou suppositoires ?

L'autopsie pratiquée par le docteur Noguchi (un grand découpeur de célébrités, de Sharon Tate au sénateur Robert Kennedy) n'était pas concluante, pleine de lacunes. A qui aurait profité le crime ? Il n'y avait que l'embarras du choix. Les Kennedy, justement, ou leur pire ennemi, la Mafia. On les deux.

### Des éléments troublants

Les liens de Marilyn avec John Fitzgerald Kennedy, avec son beau-frère Peter Lawford, avec son frère Robert, attorney général des États-Unis, n'étaient pas secrets pour nombre d'observateurs. Les frères Kennedy n'étaient pas toujours discrets ni consciencieux des risques qu'ils prenaient. On aurait vu Robert (l'équivalent de notre garde des sceaux) se risquer avec Marilyn sur une plage de nudistes, seulement affublé d'une fausse barbe. Le 28 mai précédent, Marilyn avait fait une apparition surprise à la soirée d'anniversaire du président à New York et chanté « Happy birthday, Mr President » d'une voix légèrement brumeuse et grave.

Quant à la Mafia, Marilyn s'en était imprudemment approchée en devenant la maîtresse de Sinatra, en acceptant quelques diners ou week-ends en douteuse compagnie.

L'attorney général avait engagé une lutte à mort contre le crime organisé et s'était promis de réduire à néant de grands personnages comme Jimmy Hoffa, le chef du syndicat des camionneurs, mafieux notoire. Et la Mafia s'était juré d'en finir avec le clan des Kennedy, ces beaux gosses trop riches, arrogants.

Les uns comme les autres avaient quelque raison de penser que Marilyn en savait trop. Robert était

bavard dans l'intimité : Marilyn l'était aussi, surtout au téléphone, et tenait un journal intime. La supprimer, c'était évidemment la faire taire, mais aussi prévenir un chantage contre les Kennedy. Ou, à l'inverse, le provoquer, selon les thèses, les points de vue. De toute façon, beaucoup y trouvaient leur compte.

De plus, certains éléments troublants allaient dans ce sens. Il est singulier que le lendemain matin, dès la nouvelle connue, la liste des derniers numéros de téléphone composés par Marilyn ait disparu et soit restée introuvable. Pour « couvrir » qui ? Seule une autorité très haut placée pouvait agir aussi vite, ou les services du FBI, qui espionnaient Marilyn depuis des années (à cause de ses opinions politiques jugées trop à gauche, subversives, et de ses amours tumultueuses avec John et Bob). Il est étrange que l'on ait effacé tant d'indices, tout de suite,

grands acteurs du drame sont morts pour la plupart, ceux qui survivent se taisent obstinément. La montagne d'Anthony Summers, son érudit, son ambition de « tout dire », accouchant d'une souris qui fait le désespoir de tous les biographes depuis longtemps : plus on en sait, moins on en sait. Il ne nous livre que des listes d'hypothèses et de « peut-être », sans être en mesure d'affirmer quoi que ce soit avec certitude, et épluche les moindres ragots, ergote dans une note impertinable sur les dimensions exactes du tour de poitrine de Marilyn, se déchaîne en précisions macabres sur les résultats de l'autopsie du docteur Noguchi. Inutilement parfois, mais sans malveillance.

Car on ne peut s'empêcher de mentionner, à ce propos, le comportement souvent odieux, répugnant, d'une majeure partie de la presse à l'égard de Marilyn et la basse sottise

Finale, le scénario imaginé par Summers au terme de ses fouilles est complexe, mais il tient debout : Marilyn était, depuis des mois de plus en plus dépressive, perturbée, arrivait avec tant de retard sur le plateau de tournage (on se faisait « porter pâle », hospitaliser, paniqué à l'idée de n'être pas assez belle, assez gaie, de ne pouvoir se retenir de bégayer à chaque réplique) que la Fox l'avait renvoyée en juin 1962, puis l'avait rattrapée. Ni le champagne ni son psychiatre, le docteur Greenson, ne peuvent endiguer son angoisse : les doses de barbituriques augmentent en conséquence. Plus elle est amoureuse de Robert Kennedy, plus il s'en détache, décidé à rompre.

C'est à lui qu'elle téléphonera au dernier, c'est lui qui la découvre dans le coma, encore vivante ; il est dans l'ambulance qui la conduit à la clinique lorsqu'elle meurt pendant le trajet ; s'il est publiquement mêlé à

saire de sa mort, au cinquième, au dixième, au vingtième — jusqu'à quand, au fait ? Va-t-on décrire le 5 août jour férié ? — la vie de Marilyn Monroe, ses trois mariages, ses amours. La légende est comme à saisi. Elle est triste du début à la fin. Née le 1<sup>er</sup> juin 1926, de père inconnu (le nom d'état civil de Marilyn est Norma Jean Baker), sa mère entre en scène psychiatrique juste après l'accouchement, là où sont déjà ses grands-parents. « Adoptée » onze fois, violée très tôt (selon Maurice Pérois, *Marilyn Monroe*, Éditions Garancière), mariée à quinze ans, toujours malheureuse en amour, elle avorte douze fois et se désespère de n'avoir pas d'enfant. Trahie par les hommes, traquée par la presse. Peu de gens auraient eu le courage de vivre trente-six ans de cette existence.

### La force du mythe

L'énigme de sa fin n'explique cependant pas la durée de sa gloire posthume. La force du mythe Marilyn est sans doute profondément liée à sa personnalité contradictoire, divisée. Elle est, dans le travail, exigeante, très professionnelle, et distrait, exaspérante. Pour le public, elle est le symbole sensuel du siècle et une enfant, la pute et l'innocente, l'inaccessible, irrécusable, et pourtant si fragile, vulnérable, touchante. Une si jolie victime.

Elle est tout de même, outre ses trois mariages — qui dans l'ensemble se conduisent très correctement avec elle, — des amis fidèles, tels le docteur Greenson ou Norman Rosten (*Marilyn Monroe, un autre regard*, L'Herminier éditeur) qui tentent de rétablir la vérité contre les commérages les plus sordides. Faut-il rappeler que, sur la trentaine de films auxquels elle a participé, il y a quelques merveilleux, de *Nagana* à *Les hommes préfèrent les blondes*, en passant par *La rivière sans retour*, *Sept ans de réflexion*, *Catwoman* (l'aimant chaudière, *la Miffa*... ? Bref, qu'elle était une bonne comédienne ?

Une perfectionniste, sachant ses limites et désirant éperdument être un jour une « grande actrice », anxieuse comme tous ceux et toutes celles que le regard d'autrui a figés dans le statut d'idole, de star, de ne rien céder à l'âge, à l'insure des coeurs et des corps (ce qui justifie ses « retards » : il lui était forcément de plus en plus difficile, sinon impossible, de recomposer l'image Marilyn et on comprend aisément le mot qu'ont Jean Cocteau en apprenant la mort de Marilyn : « Je veux espérer que ce n'est pas le cinéma qui l'a tuée » ; de rester éternelle, « forever young » ; une femme splendide et fêlée, généreuse et intelligente — plus que tous les imbéciles qui l'ont tourmentée — pleine d'humour et douée de répartie.

Dans le livre de Norman Rosten figure le texte intégral de l'une des rares interviews, détendues et non pitigées, qu'il ait accordées Marilyn, celle à Georges Belmont, rédacteur en chef de *Mario-Claire*, en 1960. On peut juger de sa délicatesse et de sa perspicacité, de sa pudeur et de sa franchise, de sa tendresse insoufflée. La bande magnétique de cet entretien a été nettoyée, dépoussiérée, montée en film, commentée par Catherine Deneuve, et passera à la fin août sur Canal Plus. Que les plus incrédules écoutent encore cette voix, cette petite voix qui, selon Yves Montand, empêchait Marilyn d'être une tragédienne comme elle le souhaitait, et qui fut pourtant dire, trois mois avant de s'éteindre à jamais : « La gravité finit toujours par nous rattraper ».

MICHEL BRAUDEAU



avant l'arrivée de la police (d'aucuns croient avoir aperçu Robert Kennedy lui-même entrer et sortir du bungalow) et après, dans les semaines, etc...

Que dire des dizaines de traces bizarres dont le journaliste anglais Anthony Summers a fait le relevé en 1983 dans *Les vies secrètes de Marilyn Monroe* (Presses de la Renaissance), avec une patience d'archiviste et une passion de détective insatiable ?

Ses cinq cents pages d'investigation quasi maniaque sont à la fois captivantes et décevantes. Les

de nombreux témoignages publiés dans *Marilyn secrète* (Pygmalion éditeur), son ancienne femme de chambre, l'abominable Lena Pepitone, nous explique comment sa première était une fausse blonde qui se décolorait le pubis à l'eau oxygénée — même qu'une fois elle s'est brûlée, — mangait les spaghetti avec ses doigts et était à table, ou très simplement. Et on ne compte plus les vantardises de tels jobards qui prétendent avoir « eu » Marilyn et révèlent l'inventaire de ses spécialités sexuelles. De quoi largement haïr le genre humain dans son entier.

cette histoire. Il est politiquement fâcheux : le cadavre est ainsi ramené au cottage pour une autre mise en scène, et, tandis que Kennedy s'écroule et demande au FBI de supprimer les ultimes relevés téléphoniques de sa maîtresse, Peter Lawford empêche quelques documents compromettants. Après cela, le docteur Greenson est prévenu vers 4 heures du matin et « découvre » Marilyn, froide et rigide. Ni meurtre, ni accident, ni suicide, à proprement parler. Ou plutôt les trois.

On ne racontera pas une fois de plus, comme au premier anniver-

## La disparition qui affaiblit le camp chrétien

Le 5 août 1962, la mort de Marilyn Monroe a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

La mort de Marilyn Monroe a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

### Le mythe

Le mythe de Marilyn Monroe a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

Le mythe de Marilyn Monroe a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

Le mythe de Marilyn Monroe a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

### La victoire des artistes

La victoire des artistes a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

### A TRAVERS LE MONDE

A TRAVERS LE MONDE a été l'un des événements les plus marquants de l'année. Elle a été l'objet de nombreuses spéculations et de nombreuses tentatives pour expliquer sa mort. Mais la disparition de Marilyn Monroe a-t-elle affaibli le camp chrétien ?

سكان من الجزائر



هكذا من الراحل

# Etranger

Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 août 1987 3

## LIBAN: la mort de Camille Chamoun

### Une disparition qui affaiblit le camp chrétien

Un des derniers monstres sacrés de la politique libanaise, Camille Chamoun, ancien président de la République, est mort, le vendredi 7 août, à quatre-vingt-sept ans.

BEYROUTH  
de notre correspondant

L'islam, par la voix de ses principaux personnages officiels — le président de la Chambre, M. Hussein Hussein, le chef du gouvernement par intérim M. Selim Hoss qui a déposé une lettre de condoléances, et le mufti sunnite de la République Cheik Hanan Khaled, — s'est associé à l'hommage à Camille Chamoun et au deuil de la communauté chrétienne. La radio sunnite s'est mise à l'heure de la musique classique et celle des druzes continue d'émettre des variétés. M. Jomblatt a fait le geste essentiel d'ouvrir les routes du chof devant le cortège pour que le vieux leader soit enterré dans son terroir, à Deir-Ek-Kamar où il était né. Le président Gemayel a décrété un deuil national de sept jours et les chrétiens ont exprimé leur tristesse par un cortège monstre qui d'Achrafieh à Antelias a accompagné samedi matin la dépouille mortelle à l'église où se dérouleront dimanche les obsèques.

Sa disparition était, à vrai dire, cette fois si peu dans l'air que son hospitalisation avait, encore moins que les précédentes, été perçue comme l'anticipation de la mort. Aussi n'avait-elle pas suscité d'émotion particulière. Mais quand le décès fut annoncé, la tristesse et la consternation se sont manifestées et pas seulement chez ses administrateurs inconditionnels : pour beaucoup d'autres cela symbolisait la fin d'une époque, celle du Liban heureux de naître qui s'estompe encore plus.

Son hospitalisation avait même été perçue par certains comme une manœuvre d'une suprématie habillée pour venir à bout du premier ministre par intérim, le musulman sunnite M. Selim Hoss, avec qui il avait engagé une épreuve de force autour d'une situation financière en pleine débâcle. Camille Chamoun est mort le jour où le dollar a crevé le plafond des 200 L.L. Il avait un jour de l'an dernier scandalisé les Libanais par son cynisme en sortant de sa poche

un billet de 50 L.L. pour préfigurer le taux qu'il voyait atteindre par la monnaie américaine. Cette prévision, il y a un an, était déjà, en fait, déjà quatre fois dépassée. C'est un pays à la dérive que laisse Camille Chamoun.

Le personnage occupait une telle place depuis si longtemps que sa disparition engendrait un grand vide. Camille Chamoun pesait lourd, et apportait au président Amine Gemayel, notamment ses derniers temps, une caution cruciale, face aux Forces libanaises, la milice chrétienne unifiée commandée par M. Samir Geagea.

### Le successeur

Son successeur politique, M. Dany Chamoun, son fils cadet, parviendra-t-il à remplir la place ? Le rôle qui lui est naturellement dévolu lui donnera-t-il l'envergure que l'ombre géante de son père, même vieilli, ne pouvait que limiter ? M. Dany Chamoun aspire déjà, en tout cas, à une présidence de la République dont on ne sait même plus d'ailleurs si elle survivra au mandat de l'actuel président qui expire en septembre 1988, ni a fortiori sous quelle forme.

Bien que, d'une certaine façon, l'échiquier libanais ne doive pas en être bouleversé, la conséquence la plus évidente et la plus grave de la disparition de Chamoun sera, outre un appauvrissement du leadership du camp chrétien qui perd sa principale figure de proue et ne conserve que la figure de proue et ne conserve que la figure de proue et ne conserve que la figure de proue.

A chaque événement, le Liban est un peu plus déstructuré. Et, manifestement, la mort de Camille Chamoun risque d'être un facteur paralysant supplémentaire. Mais, qui, dit-on, y joue à fond la carte du blocage — du gouvernement, de l'armée, de l'administration, de l'économie, — ne pourrait dans ce cas que bénéficier de tout coup de pouce du destin.

L. G.

### Un des derniers monstres sacrés

Dans le palais volant qui nous amène de Paris à Larouca — l'aéroport de Beyrouth était alors, une fois de plus, fermé — le propriétaire du somptueux appareil est aux petits soins pour un beau vieillard à la crinière blanche. Répétiteur de Vespa dans les années 50, marchand d'armes (très) enrichi, mais (très) discret, il a scoté aux grandes de ce monde, président Reagan compris, chuchote-t-on. Mais lui n'a d'yeux que pour l'idole de ses vingt ans et ressent comme un privilège d'avoir mis à sa disposition un de ses deux Boeing particuliers, consacrant, suprême bonheur, sa journée de milliardaire volant à accompagner l'incroyable leader jusqu'aux portes du Liban tourmenté par la guerre.

Camille Chamoun avait le don de susciter parrhesias fascinantes et des fidélités indéfectibles. Adoré ou haï, il ne laissait jamais indifférent. Ses ennemis, même le jugement « méprisable », reconnaissent son talent : ses amis le vénéraient et l'adulaient ; ceux qui n'étaient ni l'un ni l'autre étaient néanmoins sensibles à sa séduction. « Mafioso » se disait à son propos avec une pointe de sympathie et d'admiration. Camille Chamoun était un « animal » politique.

Né avec le siècle, le 3 avril 1900 à Deir-el-Kamar, village chrétien de la portion druzo-maronite de la montagne libanaise, il lui en était resté un sens inné de la coexistence avec « l'autre » : le musulman, en l'occurrence druze — et une non moins staveuse méfiance de ce même autre qui engendrait chez lui un besoin de le contenir, donc de le dominer ; à défaut de se retrancher, pour s'en éloigner.

D'où, chez ce dernier monstre sacré de la scène politique chrétienne au Liban, une dualité qui, souvent, en faisait un partenaire plus acceptable pour l'islam (et presque toujours pour les druzes : Walid Jomblatt l'amènera pour la fête de la Vierge, en 1984 à Deir-el-Kamar assis) que d'autres leaders maronites, alors même qu'il s'engageait en conscience vivante des droits de sa communauté.

C'est que ce bastion de la chrétienté libanaise militante eut son heure « arabiste » : durant une bonne décennie, à partir de la deuxième guerre mondiale, il est un « homme des Anglais », interlocuteur privilégié du général britannique Edward Spears et, dans ce cadre, un des artisans de l'indépendance du Liban en 1943. Cela supposait alors d'épouser les causes panarabes, malgré leur connotation islamique, notamment concernant la création et les statuts de la Ligue arabe. Chamoun fut épousé et, selon le vœu de Londres, où il était alors ambassadeur

du Liban fraîchement indépendant, contre celui de son propre gouvernement, il prône que la Ligue soit l'instrument d'une unité arabe à l'époque favorisée par le Foreign Office et combattue par Paris. Ses manœuvres pro-arabes lui valent un retentissement : « Faites taire M. Chamoun » de la part du chroniqueur francophile Georges Naccache. Lequel M. Chamoun, sans jamais se taire, fera ultérieurement volte-face et deviendra un farouche adversaire du panarabisme.

### Résolution pro-occidentale

Mais, entre-temps, il avait engrangé au cantuple les fruits d'une politique qui avait fait de lui, en 1952, un président hautement agréé par les musulmans avant de devenir leur bête noire. Une fois de plus, grâce à l'islam, mais confronté à son irrésistible ascension de l'époque sous la bannière arabosassérienne, Chamoun est en effet amené à la contre. Résolution pro-occidentale — pro-anglais — sous le rapport de la coopération avec le Royaume-Uni la France lors de l'équipée de Suez en 1956, se place l'année suivante sous l'ombre du président américain Eisenhower en adhérant à sa doctrine, mais ne parvient pas, sous le prétexte du rapport de forces jusqu'à dans son propre pays, à se joindre au pacte de Bagdad, rempart érigé par Londres pour endiguer le panarabisme progressiste montant, alliance de régimes moyen-orientaux conservateurs qui s'effondrera sans avoir finalement été d'une grande efficacité.

Commencé dans l'euphorie d'une farandole — tout réussissait à ce président jeune et beau, alors que les pétrodollars de la première génération ne savaient encore se diriger que vers le Liban, le Liban du négoce, des centres de villégiature, du Festival de Baalbek, — son mandat s'achève dans le drame : six mois de guerre en 1958 qui, pour n'être pas totalement civile, n'en finit pas moins d'entraîner le Libanais. Répétition à petite échelle de celle qui, dix-sept ans plus tard — et depuis (ix) ans déjà, sans que le terme en soit intervenu — devait carrément faire éclater le Liban, Chamoun, toujours présent, prenant de plus en plus, à mesure que s'égrènent les jours de tragédie, l'allure du vieux patriarche, certes magouilleux mais, sur le fond, inflexible.

Ayant contre vents et marées, grâce notamment à un débarquement américain, achevé son mandat, indéfectible soutien pour son opiniâtreté, mais n'ayant pas

réussi à en obtenir un autre, indéfectible échec pour son ambition, Camille Chamoun subit une traversée du désert que lui impose son successeur, Fouad Chehab. Mais au lieu de se draper dans la dignité bafouée d'ancien président, il saisit la première occasion pour reprendre du service par le bas : député (en 1968), chef de coalition, ministre (en 1975), comme au bon vieux temps de ses trente ans.

Par la suite, il devait mieux tenir le cap du maronisme ombrageux, malgré quelques flics occasionnels avec l'islam, notamment lorsqu'il pensait pouvoir constituer aux yeux des musulmans un pôle alternatif dans l'exercice du pouvoir de la part des maronites.

L'alliance inter-chrétienne, dite tiparite, qu'il conclut en 1968 avec ses vieux rivaux au maronisme, Pierre Gemayel et Raymond Eddé, est l'instrument de son retour en force. Elle est, néanmoins, considérée par des politologues libanais comme une erreur stratégique de la part des maronites, pères fondateurs du Liban, puisqu'ils se retrouvaient en bloc d'un même côté de ce qui pouvait — et devait — devenir une barricade.

En ce qui le concerne, Chamoun triompha : à l'empêcher, en 1970, le retour au pouvoir de son ennemi Chehab et redonnant un des pivots de la scène politique libanaise. Quand la guerre du Liban éclate en avril 1975, après une courte période conciliante, devient un dur parmi les durs du camp chrétien face aux Palestiniens ; et sa milice — les « nousours » : les « tigris », dont le nom dérive du sien, Camille Nemr Chamoun — se montre bien plus active, voire active, notamment en prenant l'initiative de donner l'assaut au camp de Tel-el-Zaatar, qu'elle n'est forte sur le terrain. On lui prête, ce qui ne le gêne guère, d'avoir été le grand prêtre des rapports entre Israël et les chrétiens du Liban noués à l'époque, qui débouchent sur l'invasion de 1982 et l'éphémère remise en place du pouvoir chrétien à Beyrouth.

### La Syrie, l'ennemie

Mais au fond, peut-être plus que les Palestiniens qu'il combattait alors, aux yeux de Chamoun, l'ennemi le plus dangereux pour le Liban, cristallisant le péril arabo-musulman, aura été la Syrie. Bien qu'il se soit rendu, aux premières années de la guerre, au temps de l'alliance syro-chrétienne, à Damas, il sera, dans sa syrophobie, constant, tenace, persévérant, pronant certes des relations de bon voisinage mais réclamant — sym-

bole pour les chrétiens du Liban, mais héritée pour tout Syrien — qu'un sommet bilatéral se tienne, enfin ! à Beyrouth.

La guerre lui donne, dans le microcosme politique des chrétiens du Liban, la stature du Commandeur, guide obligé des uns et des autres, qui traverse le temps, naviguant avec aisance d'un président au suivant. Il s'impose à son vif ennemi, M. Soleiman Frangie, qui en fait un super-ministre en 1976, dénie le successeur de Frangie, M. Elias Sarkis, honnête homme qu'il horripile et envoûte à la fois, adopte Bechir Gemayel bien que celui-ci, pour unifier sous sa bannière la milice chrétienne ait liquidé sans sourciller la milice chamounienne dans un bain de sang à Saffra en 1980. A moins que le vieux lutteur n'ait été, précisément, impressionné par la froide détermination du jeune loup dont il dira : « Ah ! si seulement c'était mon fils... ». Mais, Bechir assassiné, Chamoun se recylant d'un frère à l'autre, pourtant antinomiques, devient la présidence de M. Amine Gemayel, l'oracle consulté chaque semaine.

Opportuniste, Chamoun ? Cet opportuniste-là symbolisait paradoxalement, au soir de sa vie, la résistance des chrétiens du Liban à l'assujettissement, leur confiance dans leur destin, leur identité patriotique.

Sur le (très) tard, à quatre-vingt-cinq ans révolus, Camille Chamoun a passé le flambeau de la présidence de son parti à son fils cadet, M. Dany Chamoun, mais il était demeuré en réalité, jusqu'à sa mort, seul maître à bord. L'unique source de son pouvoir étant d'ailleurs sa personne.

La « baraka » l'a suivi jusqu'au bout : cinq attentats en 1968, 1978, 1980, 1985 et 1987, dont quatre coups au but, des tas de mort autour à chaque fois, et lui, émergeant de l'hécatombe, quasi intact. Même quand il est atteint de deux balles à la tête, sa blessure n'est finalement pas grave.

Le sarcasme, l'audace, l'insolence, la provocation, la formule lapidaire — « le diplômé de l'université de Saïdas », hameau syrien atteint par l'armée israélienne en 1973, collera longtemps au vice-président syrien Khaddam, — un langage souvent cru : la manœuvre, des nerfs d'acier, la perspicacité, le réalisme, le cynisme, étaient ses armes. La (grande) fortune et la chasse, ses passions.

Camille Chamoun n'était un paragon d'aucune vertu : ce dur n'était assurément pas un pur. C'était un homme politique.

LUCIEN GEORGE.

### EGYPTE

### La victoire des artistes

LE CAIRE  
de notre correspondant

Les artistes égyptiens ont finalement eu gain de cause, au terme d'un bras de fer d'une semaine avec les responsables. Les élections syndicales, pour le report desquelles une quarantaine d'acteurs, cinéastes et musiciens avaient entamé une grève de la faim (le Monde du 5 août), n'auront pas lieu le dimanche 9 août et sont reportées sine die.

Après ce qu'ils considéraient comme une victoire, les artistes ont décidé de mettre un terme à

leur action de contestation. Acteurs, cinéastes et musiciens avaient organisé il y a une semaine un sit-in dans les locaux de leur syndicat, commencé à partir de mercredi une grève de la faim à laquelle participait notamment le metteur en scène Youssef Chahine, tandis que les comédiens interrompaient chaque soir leurs représentations dans la quasi-totalité des théâtres égyptiens pour attaquer la loi contestée devant des dizaines de milliers de spectateurs.

A.B.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Inde

#### Émeutes à Amritsar à la suite d'un massacre d'hindous

Des émeutes ont éclaté le vendredi 7 août à Amritsar, la ville sainte des sikhs au Pendjab, après le massacre par des séparatistes sikhs de seize hindous.

La police a ouvert le feu sur des manifestants hindous qui s'attaquaient à un commissariat et à des véhicules, blessant au moins trois personnes, selon la police. Le couvre-feu a été instauré pour une durée indéfinie.

Les émeutes ont éclaté quelques heures après le massacre de seize hindous par des séparatistes sikhs, dans le village de Jagdeo-Kalan, à une vingtaine de kilomètres d'Amritsar. Les forces de l'ordre de l'État du Pendjab ont été mises en état d'alerte maximum après le massacre, tôt dans la matinée de vendredi. Sept autres personnes avaient déjà

été tuées dans l'État dans la soirée de jeudi.

Selon un responsable de la police, les services de renseignement craignent d'autres attaques des séparatistes (qui luttent pour la création d'un État indépendant au Pendjab) d'ici au 15 août, jour anniversaire de l'indépendance de l'Inde.

Le village de Jagdeo-Kalan est réputé être un bastion communiste. Les communistes sont fréquemment la cible des séparatistes sikhs, qui leur reprochent de s'opposer à leurs revendications. La violence liée à la question sikh a fait plus de cinq cent quatre-vingt-dix morts depuis le début de l'année. (AFP.)

● Accident d'autobus : 90 morts. — Un autobus transportant 110 personnes a brusquement quitté une autoroute, vendredi 7 août, pour plonger dans un canal. 90 passagers ont été tués, selon la radio All-India. L'accident s'est produit dans le nord de l'État d'Uttar-Pradesh, à 175 kilomètres au nord-est de la capitale provinciale de Lucknow. 35 corps ont été retrouvés, et les sauveteurs recherchent les autres victimes. — (AP.)

### La tension dans le Golfe

### ● Un deuxième convoi de pétroliers américano-koweïtiens a franchi le détroit d'Ormuz

### ● Mise en garde du président iranien aux navires de guerre français

Les manœuvres navales iraniennes se sont achevées samedi 8 août à 0 heure sans aucun incident. Quelques heures avant la fin de celles-ci, plusieurs bâtiments de la marine américaine ont effectué des exercices à tir réel dans la mer d'Oman. Ces navires protègent le point de passage sous pavillon américain au mouillage au large de Khor-Fakkan (EAU), à 120 kilomètres au sud du détroit d'Ormuz.

Alors que Washington avait annoncé le report du départ de ce deuxième convoi de pétroliers vers Koweït dans l'attente d'équipements anti-mines, les trois pétroliers et leur escorte américaine ont franchi ce samedi le détroit d'Ormuz.

A ce propos, l'Italie a demandé officiellement à l'Allemagne de l'Ouest, qui assure actuellement la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, d'examiner la possibilité d'une « initiative (pour draguer les mines du Golfe) sous l'égide de l'ONU ». Des sources diplomatiques à La Haye indiquaient, jeudi, que la Grande-Bretagne, l'Italie, la RFA et les Pays-Bas pouvaient examiner la création d'une force européenne conjointe de déminage. La France, quant à elle, aurait fait savoir qu'elle ne veut pas participer à une opération commune.

Le président iranien Seyed Ali Khamenei a affirmé vendredi que les navires de guerre français arrivant dans le Golfe devraient naviguer dans les eaux internationales et sans « intentions hostiles », faute de quoi un « affrontement » se produirait certainement. M. Khamenei, qui assistait à bord d'un navire iranien aux dernières phases des manœuvres Martyre, a déclaré que « toute flotte étrangère essayant de créer une tension dans le Golfe, recevrait certainement des coups », a indiqué IRNA.



Mais, a ajouté le président iranien, « si un navire de guerre français ou d'autres navires de guerre » entrant dans le Golfe « choisissent de naviguer dans les eaux internationales et sans intentions hostiles, personne ne s'attaquera à eux ».

A propos des missiles tirés par les forces iraniennes durant les manœuvres Martyre, M. Khamenei a affirmé que les missiles sol-aer étaient parmi « les plus puissants de leur catégorie » et que les missiles sol-aer syriens (la plus longue portée au monde », rapporte également IRNA.

M. Guerassimov a confirmé à cette occasion que l'URSS et l'Iran négociaient actuellement (le Monde du 8 août) la construction d'un oléoduc entre les deux pays, l'extension d'un gazoduc et la construction d'une liaison ferroviaire. M. Guerassimov a toutefois indiqué qu'« aucun accord n'était encore intervenu sur ces divers projets ».

Ces exercices dans le Golfe ont relégué au second plan le front terrestre de la guerre irano-iranienne. Des combats sérieux s'y déroulent pourtant depuis mercredi dernier, l'Iran a annoncé une nouvelle opération baptisée Nasr-7, au Kurdistan irakien, au nord du front, pour la conquête de hauteurs stratégiques. L'agence IRNA a annoncé jeudi la mort au combat du numéro deux de l'aviation, le général de brigade Abbas Babat. Bagdad n'avait pas réagi, vendredi après-midi, à ces informations de Téhéran, mais son aviation, non mobilisée les jours précédents, a mené mercredi et jeudi de nombreuses missions, près de 150 en

24 heures, signe indéniable de tension.

Les combats n'ont en fait jamais cessé depuis l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 20 juillet, d'une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat. L'Irak a accepté cette résolution, avec des réserves au cas où l'Iran ne la respecterait pas. L'Iran ne l'a pas rejetée violemment, tout en la critiquant.

D'autre part, le rapatriement des corps des victimes des affrontements de la Mecque se poursuit. Un avion d'Iran Air a atterri vendredi à Téhéran avec à son bord cinquante et un morts et trente blessés. Présent à l'aéroport, le ministre iranien de l'Intérieur, l'hodjatolislam Ali Akbar Montazeri, a averti une nouvelle fois que la vengeance de l'Iran et de « la communauté Hec-hollah » (les partisans de Dieu dans le monde islamique) s'exercera « directement sur les États-Unis ».

Au même moment, une manifestation de centaines d'élèves étrangers de l'école théologique de Qom a eu lieu à proximité de l'ambassade saoudienne de Téhéran, gardée par les forces de l'ordre.

Des milliers d'Iraniens jurant de venger leurs morts ont manifesté à travers le pays lors des funérailles des premiers pèlerins morts, rapatriés de la Mecque. Selon l'Iran, six cents pèlerins ont été tués ou portés disparus lors des affrontements de la Mecque. Un responsable iranien a dit jeudi que la mort de trois cent vingt Iraniens avait été confirmée. Ryad avait annoncé la mort de quatre cent deux personnes dont deux cent soixante-quinze Iraniens.

Sur le plan diplomatique, Téhéran a essuyé trois revers dans les capitales non arabes du monde islamique, dont l'Iran attendait un soutien, n'obtenant aucun appui de la Turquie, du Pakistan et de l'Indonésie, plus grand pays musulman du monde. — (AFP, Reuters.)

ilyn Monroe

ne

Un des derniers monstres sacrés de la politique libanaise, Camille Chamoun, ancien président de la République, est mort, le vendredi 7 août, à quatre-vingt-sept ans.

Le personnage occupait une telle place depuis si longtemps que sa disparition engendrait un grand vide. Camille Chamoun pesait lourd, et apportait au président Amine Gemayel, notamment ses derniers temps, une caution cruciale, face aux Forces libanaises, la milice chrétienne unifiée commandée par M. Samir Geagea.

Son successeur politique, M. Dany Chamoun, son fils cadet, parviendra-t-il à remplir la place ? Le rôle qui lui est naturellement dévolu lui donnera-t-il l'envergure que l'ombre géante de son père, même vieilli, ne pouvait que limiter ? M. Dany Chamoun aspire déjà, en tout cas, à une présidence de la République dont on ne sait même plus d'ailleurs si elle survivra au mandat de l'actuel président qui expire en septembre 1988, ni a fortiori sous quelle forme.

Bien que, d'une certaine façon, l'échiquier libanais ne doive pas en être bouleversé, la conséquence la plus évidente et la plus grave de la disparition de Chamoun sera, outre un appauvrissement du leadership du camp chrétien qui perd sa principale figure de proue et ne conserve que la figure de proue et ne conserve que la figure de proue.

A chaque événement, le Liban est un peu plus déstructuré. Et, manifestement, la mort de Camille Chamoun risque d'être un facteur paralysant supplémentaire. Mais, qui, dit-on, y joue à fond la carte du blocage — du gouvernement, de l'armée, de l'administration, de l'économie, — ne pourrait dans ce cas que bénéficier de tout coup de pouce du destin.

● Accident d'autobus : 90 morts. — Un autobus transportant 110 personnes a brusquement quitté une autoroute, vendredi 7 août, pour plonger dans un canal. 90 passagers ont été tués, selon la radio All-India. L'accident s'est produit dans le nord de l'État d'Uttar-Pradesh, à 175 kilomètres au nord-est de la capitale provinciale de Lucknow. 35 corps ont été retrouvés, et les sauveteurs recherchent les autres victimes. — (AP.)







هكذا صلاحي

# Politique

La Monde • Dimanche 8-Lundi 10 août 1987 5

L'anniversaire d'Hiroshima

Quand des Japonais interpellent les journalistes des cinq puissances nucléaires

L'enquête sur l'assassinat d'un gendarme en Corse

## Un nouvel appel à témoins

Le gendarmat, avec l'appui du GIGN, a lancé, samedi 8 août, deux importantes opérations de police en Haute-Corse, notamment dans la région de Calvi.

BASTIA de notre envoyé spécial

Le million de francs de récompense promis par le ministère de l'Intérieur produira-t-il son effet ? Les gendarmes et les policiers chargés de l'enquête sur l'assassinat, mardi, du gendarme Guy Aznar espèrent en tout cas que cette offre publique pourra permettre de mieux connaître les circonstances et peut-être les auteurs de l'embuscade de la route de la Marana, près de Bastia.

Les enquêteurs savent en effet, désormais, que près d'une trentaine de personnes ont pu voir le gendarme, la 205 du commando avant l'attaque, peut-être même la fuite à pied de trois, voire quatre hommes. Quinze témoins se sont présentés depuis mardi. D'autres personnes ont été interpellées — cinq au total — pour quelques heures jeudi et vendredi parce que la mémoire leur fai-

sait trop défaut. Ces premiers témoignages et les auditions de quatre militants nationalistes du sud de Bastia auraient déjà permis aux enquêteurs de mieux comprendre les conditions de l'embuscade.

Les gendarmes de Bastia ont cependant lancé un nouvel appel à témoins. Ils cherchent à améliorer un, peut-être deux portrait-robots déjà préparés. Après leurs tirs meurtriers sur le fourgon militaire, les hommes du commando nationaliste ont retiré leurs cagoules bien avant d'arrêter la 205 volée dans un chemin de terre à l'écart de la route, et les enquêteurs se disent persuadés que leurs visages ont été au moins entraperçus.

Il paraît aussi désormais établi que trois armes ont été utilisées lors du mitraillage mobile du fourgon. Le gendarme Aznar a été tué — sur le coup — d'une balle de 7,62 court, munition rare, utilisée par certaines armes des forces de l'OTAN.

Un autre tireur s'est servi, pour faire feu par la vitre arrière de la 205, d'un fusil de chasse automatique. Les gendarmes ont aussi retrouvé une douille de calibre 5,56 — peut-être éjectée d'un fusil d'assaut M 16 — dont ils espèrent qu'elle « parlera » en termes balistiques. C'est, en effet, cette douille qui pourrait relier l'embuscade de mardi aux autres opérations de juin et juillet contre des gendarmes de Corse. Selon certaines informations, les spécialistes de la police judiciaire tenteraient aussi de comparer les douilles de 7,62 avec celles retrouvées après l'attaque contre des CRS à Furiani le 13 juin.

PHILIPPE BOGGIO.

## M. Pasqua : « D'abord rétablir l'ordre »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, commentant les déclarations de M. Edmond Siméoni selon lesquelles « la déflation n'est pas un procédé adapté au terrain », en Corse, a déclaré, vendredi 7 août, à Dunkerque (Nord) qu'il ne veut pas « demander à ceux qui sont à l'origine de la situation [dans l'île] d'y mettre un terme ». « Le problème dans l'île est d'abord de rétablir l'ordre », a encore affirmé le ministre de l'Intérieur, qui se trouvait dans la région dunkerquoise pour visiter deux centres de loisin ouverts aux jeunes.

« Il est normal que le président de la République souhaite s'informer en recevant des élus corses, a indiqué M. Pasqua. Il y a d'abord un problème [dans cette région], c'est celui du rétablissement de l'ordre. Tant qu'il y aura des gens qui rackettent, qui volent et qui assassinent, il faudra faire respecter l'ordre. »

## « La guerre » selon

M. Michel Debré

M. Michel Debré évoque, dans un entretien à l'hebdomadaire Valeurs actuelles, publié lundi 10 août, la crise franco-iranienne : « Il faut d'abord se persuader que nous sommes en guerre », dit-il ; « Khomeiny portait la guerre avec lui : il suffisait d'écouter ses imprécations, lors même qu'il était encore en exil à Neauphle-le-Château, pour comprendre que la révolution chéite une fois installée en Iran, la France, comme les autres, en ferait les frais. »

Pour M. Debré « la démocratie n'est légitime que si elle réserve un châtiment exemplaire aux ennemis de la France. L'Etat de droit (...) ne doit pas être l'alibi de toutes les impuissances ».

Le député RPR de la Réunion prend également position contre le versement des prestations familiales « dont bénéficient les Français aux étrangers » et pour la réforme du code de la nationalité : « La société multiculturelle revendiquée par certains est une négation de la France et de la République », indique-t-il.

L'ancien premier ministre précise : « Il faut d'abord se persuader que nous sommes en guerre. Et pas seulement en guerre contre le fanatisme islamique : une compétition impitoyable oppose désormais la civilisation occidentale aux autres cultures qui se partagent le globe : cultures millénaires comme celle de l'Extrême-Orient, jadis réprouvées sur elles-mêmes et qui, aujourd'hui, mènent contre nous une guerre économique sans merci ; cultures plus jeunes et en pleine crise de croissance comme l'islam, qui rejette en bloc les valeurs qu'incarne l'Occident depuis l'Antiquité ; cultures à l'aube du développement, comme celles de l'Afrique noire, en proie à la sous-production et à la sous-population... »

Enfin, évoquant l'élection présidentielle, M. Debré affirme : « Le peuple se rassemblera derrière le candidat qui s'affirmera comme le champion de l'identité française, comme le meilleur défenseur des intérêts de la France dans la guerre économique, culturelle et idéologique que l'étranger mène contre nous. Je souhaite que Jacques Chirac soit ce candidat-là... »

La mort de Léon Noël

## Un gaulliste fidèle et dévoué

Léon Noël, premier président du Conseil Constitutionnel et fidèle compagnon du général de Gaulle, est mort le jeudi 6 août à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né quelques mois avant l'agitation boulangiste, l'année où Guillaume II devint empereur d'Allemagne, et six ans avant le début de l'affaire Dreyfus !

Ces seuls rappels suffisent à suggérer l'étonnant parcours que fut la vie, tout autant que la carrière, de Léon Noël, mort le jeudi 6 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Ce diplomate — c'est surtout cette part d'un cursus divers et bien rempli qui demeurera dans les mémoires — avait vu le jour le 28 mars 1888 à Paris. Fils d'un conseiller d'Etat, il s'orienta aussi vers la vénérable institution du Palais-Royal. Docteur en droit en 1912, il est auditeur au Conseil d'Etat en 1913, auditeur de première classe en 1919 et commissaire adjoint du gouvernement l'année suivante.

A partir de 1921, Léon Noël commença à s'éloigner du Palais-Royal. Jusqu'en 1924, il est chef adjoint du cabinet de Maurice Coirat de Montmorier, un député de la gauche républicaine démocrate qui occupa successivement les fonctions de sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, à la présidence du conseil et aux affaires étrangères, puis ministre de la justice.

Après un nouveau passage au Conseil d'Etat, où il est maître des requêtes de 1924 à 1926, Léon Noël est chef du cabinet civil du général Guillaume, ministre de la guerre dans l'éphémère dixième ministère Briand (24 juin - 17 juillet 1926).

De décembre 1927 à juin 1930, il occupe les fonctions de délégué général du haut commissariat de la République dans les provinces rhénanes. Nommé préfet du Haut-Rhin le 11 juillet 1930, Léon Noël n'occupera pas longtemps ce poste. Lorsque Pierre Laval devient, en janvier 1931, président du conseil et ministre de l'Intérieur, Léon Noël remplit un temps, sans en être chargé officiellement, les fonctions de directeur du cabinet de la présidence du conseil, avant d'accéder, officiellement cette fois, à la double fonction de secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de directeur de la Sûreté générale.

En 1932, Pierre Laval, toujours président du conseil, est en outre, cette fois, ministre des affaires étrangères. Léon Noël sera son directeur de cabinet. Le voilà de plain-pied dans la carrière diplomatique dans ces années particulièrement incertaines et pleines de périls

qui débouchèrent sur le second conflit mondial.

Ministre plénipotentiaire de 1932 à 1935 Léon Noël sera ensuite ambassadeur de France à Varsovie de 1935 à juin 1940. Entretemps (janvier-mai 1935), il est secrétaire général de la présidence du Conseil, alors détenue par Paul-Etienne Flaudin. Appelé en juin 1940 à siéger, comme représentant des affaires étrangères, dans la commission d'armistice que dirige le général Huntziger, il refusa d'apposer son paraphe au bas des armistices franco-allemand et franco-italien signés à Rethondes et à Rome en présence de Hitler et du général Badoglio.

Le 9 juillet 1940, le maréchal Pétain le nomme délégué général du gouvernement de Vichy en zone occupée ; il donne dix jours plus tard sa démission et se rallie au général de Gaulle dès le 20 juillet.

Après avoir passé dans sa propriété de Toucy (Yonne) la plus grande partie de la guerre, Léon Noël ne retrouve pas immédiatement les affaires publiques. Il devient membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés : Rhône-Poulenc, la société Essor-Standard, les Chemins de fer du Midi et de diverses sociétés d'assurances.

Au RPF avec Claudel

Le général de Gaulle lance le Rassemblement du peuple français (RPF) en avril 1947. A la fin de l'année, Léon Noël adhère au RPF. Il s'intègre à un comité d'études constitué par de Gaulle au sein du mouvement. On le trouve bientôt membre du conseil national du RPF, en compagnie d'un autre ambassadeur, Paul Claudel, et de Raymond Aron. Il est en juin 1949 membre de la commission administrative du RPF et entre en mars 1950 au conseil de direction du mouvement. Elu député RPF de l'Yonne en 1951, Léon Noël ne siégera au Palais-Bourbon que le temps d'une législature.

Gaulliste fidèle et dévoué, il accueillera bien sûr avec une immense satisfaction le retour du général aux affaires en 1958. A l'Académie des sciences morales et politiques, où il a été élu le 4 décembre 1944, et dont il est devenu président en 1957, puis président en 1958, il prononce à ce titre, le 8 décembre, lors de la séance publique annuelle, un éloge appuyé du général.

Il est membre du comité consultatif constitutionnel qui examine en juillet-août 1958 l'avant-projet de Constitution. En février 1959, le général de Gaulle le nomme membre du Conseil constitutionnel et fait de lui, pour six ans, le premier des présidents de l'institution naissante.

Des confidences et anecdotes qu'il a lui-même laissées dans l'un de ses nombreux ouvrages (1), on retire l'impression qu'il joua un certain rôle de conseiller, voire de confident du général de Gaulle et qu'il ne fut pas — mais était-ce seulement concevable à cette époque ? — le président actif d'une institution indépendante.

Le général de Gaulle a du reste donné dans ses *Mémoires d'espérance* une description de cette situation qui ne laisse guère de doutes : « Le Conseil constitutionnel qui vient d'être créé est en liaison régulière avec moi, notamment en la présence de son président, M. Léon Noël. Tout ce que peut offrir une vaste expérience juridique, administrative, diplomatique et politique, quand elle est jointe à la valeur d'un esprit d'emvergure et l'ardeur d'un patriotisme, il l'apporte aux avis qu'il me donne sur le fonctionnement de nos nouvelles institutions. »

De son côté, Léon Noël, qui ne partage pas toujours les vues du général mais plaça toujours au premier plan son indéfectible fidélité, a noté quelque dix ans après la fin de cette expérience : « Aucune illusion n'était possible : le Conseil constitutionnel aurait grand peine à imposer moralement son autorité et à acquiescer le prestige qui lui était nécessaire. Mais il n'attribue cette difficulté qu'à l'état d'esprit « des Français », ce qui n'est sans doute pas la complète vérité. La déférence absolue et finalement toujours soumise de l'ancien ambassadeur à celui qui avait été le chef de la France libre entraînait pour beaucoup dans cette situation.

A près de soixante-dix-sept ans, l'ancien président du Conseil constitutionnel aurait pu aspirer à la retraite. Mais l'heure n'était pas encore tout à fait venue. En janvier 1966, à la demande du général de Gaulle, il est chargé d'étudier et de proposer une réforme des services de police.

Ce sera le dernier acte de cette longue carrière. Léon Noël avait continué à siéger avec assiduité à l'Académie des sciences morales et politiques.

MICHEL KAJMAN.

(1) Entre autres : *Le Diktat de Rethondes et l'Armistice franco-italien de juin 1940* (1945) ; *L'Aggression allemande contre la Pologne* (1946) ; *Notre dernière chance* (1956) ; *Comprendre de Gaulle* (1971) ; *Les Illusions de Stresa* (1975) ; *De Gaulle et les débuts de la 5<sup>e</sup> République* (1976) ; *La Guerre de 39 a commencé quatre ans plus tôt* (1979).

● M. Mégrat (FN) contre M. Séguin. — M. Bruno Mégrat, député de l'Aisne et directeur de la campagne de M. Jean-Marie Le Pen, a estimé le vendredi 7 août que M. Philippe Séguin « joue les harkis de SOS-Racisme » et « ferait mieux de se préoccuper du sauvetage de la Sécurité sociale ». M. Mégrat réagissait à des déclarations du ministre au quotidien *Libération* dans lesquelles il se dit prêt à approfondir l'arsenal législatif antiraciste de 1972.

● M. Chirac en vacances au cap d'Antibes. — Le premier ministre passe depuis le jeudi 6 août des vacances en famille dans un grand hôtel du cap d'Antibes (Alpes-Maritimes). Accompagné de son épouse et de sa fille, M. Chirac est arrivé jeudi vers 20 heures à l'aéroport de Nice à bord d'un avion du GLAM. Il s'est ensuite dirigé discrètement par la route vers Antibes, où il doit séjourner une dizaine de jours.

# Communication

Brouille et embrouilles sur la FM parisienne

## Divorce entre Europe 2 et Oufé FM

Après la Haute Autorité, la CNCL en fait l'expérience : la FM est une jungle et on ne raye pas impunément d'un trait de plume — sur une liste maintes fois remaniée — des stations pleines de vie. C'est qu'on ne marie pas malgré eux, ou sans eux, la carpe et le lapin, Oufé FM et Europe 2...

L'alliance — ou le regroupement — Oufé plus la Sorif — ainsi décrit sur la liste des stations autorisées par la CNCL à Paris — avait, dès son annonce, il est vrai, surpris à la fois les deux « partenaires » et les observateurs. Les premiers jouaient-ils la comédie en affirmant ne pas se connaître ? Et le regroupement envisagé n'était-il pas, comme le supposent les seconds, un cheval de Troie destiné à offrir à Europe 2 (via la Sorif qu'elle contrôlerait) pignon sur la FM ? Oufé FM, projet uniquement parisien, défendait le principe d'une radio culturelle avec un « format » musical rock et une ouverture, sur toutes les formes de culture de la région parisienne. Europe 2 en revanche devait être à Paris la tête de pont d'un réseau national (« format » music and news) et développé notamment en étroite relation avec la presse quotidienne régionale. Difficile de fonder les deux projets ; et impossible de les faire même coexister sur une fréquence qui ferait perdre à l'un comme à l'autre sa cohérence.

Fort de sa position apparemment dominante sur la liste (la Sorif n'y apparaît que dans une parenthèse), Oufé FM s'est donc cherché et trouvé un autre partenaire. Il s'appelle RTH, émis depuis plusieurs mois de Villejuif et, malgré la faible puissance de son émetteur, s'est largement fait connaître d'une population jeune et « branchée » de

la banlieue sud de Paris. Choyé par quelques maisons de disques, RTH est rock. A 100 %. « Et l'harmonie », déclare M. Reiman, le directeur de Oufé FM, est aujourd'hui totale. « La société d'exploitation de RTH (W-Rock) doit même entrer dans le capital de Oufé FM, dans lequel on trouve déjà Mariel Investissements (environ 45 %), Duménil-Leblé, Société générale, et la Générale occidentale. Le budget prévu d'abord à 8 millions, puis à 9, devrait rapidement passer à 12 millions de francs. M. Yves Rocca, qui, à la CNCL, a en charge le dossier des radios, a bien sûr été prévenu du nouvel accord passé entre Oufé FM et RTH ainsi « repêché » et l'on attend de savoir quelle forme prendra au Journal officiel l'autorisation à paraître.

Europe 2 semble du coup un peu public. « C'est avec surprise que nous apprenons cet accord, nous déclarait un responsable. Conformément à la liste rendue publique par la CNCL, nous avions entrepris de négocier avec Oufé FM. Nous reprendrions donc contact dès lundi avec la commission. » De gros espoirs avaient, en effet, été fondés par Europe 1 et la presse quotidienne régionale sur le réseau Europe 2, produit plus moderne destiné à capter un public jeune peu fidèle aux programmes des stations périphériques. La CNCL devra donc vraisemblablement amender la liste rendue publique le 24 juillet, reconsidérer sans doute la position d'Europe 2 (ou de la Sorif) sur la bande parisienne. Mais avant même d'avoir pu paraître au Journal officiel, la liste pourrait bien subir d'autres aménagements et réserver quelques surprises.

ANNICK COJEAN.

En examinant les cahiers des charges

## La CNCL corrige la copie du gouvernement à propos de l'INA et de Radio-France

En marge de ses démentis avec les chaînes privées et les radios locales, la Commission nationale de la communication et des libertés poursuit l'examen des cahiers des charges de l'audiovisuel public. Sur ce secteur, les treize « sages » n'ont pas de pouvoir décisionnaire mais ils peuvent, comme les membres de la Haute Autorité, donner leur avis sur les textes élaborés par le ministère de la culture et de la communication.

Il ne s'en sont pas privés pour les règles de fonctionnement d'Antenne 2 et de FR 3 (le Monde du 12 avril) ; ils récidivent aujourd'hui avec l'Institut national de l'audiovisuel et Radio-France.

Dans les deux cas, la CNCL paraît soucieuse de préserver des équilibres économiques et le libre jeu de la concurrence trop souvent malmenés par un ministère de tutelle qui se dit pourtant libéral. L'INA avait annoncé il y a quelques mois la production de feuilletons bon marché pour la Cinq, provoquant une vive réaction des producteurs privés. Corrigé le texte du ministère qui laissait, dans ce domaine, trop de libertés à l'Institut, les treize sages volent au secours de la production indépendante et rappellent que la loi limite les activités de production de l'INA au strict domaine de la recherche technologique.

De même, la CNCL demande que les services télématiques de Radio-France soient exclusivement liés aux programmes des radios ou des orchestres. Les organisations professionnelles de la presse s'étaient émues de la concurrence sur le minitel d'une société financée par la redevance.

La CNCL n'entend pas limiter systématiquement les ambitions du service public. Elle songe aussi à sa

survie économique et s'inquiète des dispositions qui pourraient hypothéquer ses ressources. Ainsi, les « sages » déplorent que les entreprises publiques du secteur concurrentiel, notamment les banques et les assurances, ne soient plus autorisées à faire de la publicité collective sur les ondes de Radio-France. Une interdiction qui pourrait faire perdre à la société 16 % de ses ressources publicitaires. De même, ils insistent pour que l'utilisation des archives de l'INA par les chaînes publiques fasse désormais l'objet de facturation commerciale et non plus de contribution forfaitaire.

J.-F. L.

● Télévisions locales : nouveau défilé pour les DOM. — La Commission nationale de la communication et des libertés a reporté, du 28 août au 14 septembre, la date limite de dépôt de candidatures pour les télévisions locales de Martinique, Guadeloupe et Réunion. Certains élus de ces trois départements avaient vivement souhaité ce report, jugeant la période des vacances favorable au montage de dossiers d'une telle importance.

● Décès de Paul Loby, ancien journaliste à l'AFP. — Léopold Lobenberg, dit Paul Loby, ancien rédacteur en chef de l'Agence France-Presse et correspondant de l'Agence à Londres, Genève puis Bruxelles, est mort le mardi 4 août à Paris à l'âge de soixante-trois ans. Né en 1914 à Amsterdam, il avait été engagé à l'AFP en 1947 au bureau de Londres. Spécialiste des questions économiques et diplomatiques, homme d'une grande culture et d'une profonde honnêteté professionnelle, Paul Loby avait pris sa retraite en 1980.

# LE MONDE diplomatique

Août 1987

## AMBITIONS

par CLAUDE JULIEN

Les hommes politiques, l'œil rivé sur les sondages, peuvent-ils tenir un autre langage que celui des démagogues à la mode ? Déclin inéluctable, sécurité et ordre moral, progrès techniques salutaires, sont-ils les seules réponses ? Nos sociétés ont besoin qu'on leur désigne, avec calme et courage, un avenir possible et de plus hautes ambitions.

## DOSSIER

### LA FRANCOPHONIE EN CHANTIER

Alors que va s'ouvrir en septembre, à Québec, la deuxième conférence des pays ayant en commun l'usage du français, la francophonie, dans sa diversité, apparaît comme une voie d'accès à l'universalité. Le français peut-il devenir une force politique et un outil puissant du dialogue Nord-Sud ? Sa force culturelle est indiscutable dans l'édition et l'audiovisuel. Mais les « industries » de la langue demeurent insuffisamment exploitées.

En vente chez votre marchand de journaux



# Société

## REPÈRES

### Droit de visite « transfrontière » Seize enfants ont regagné l'Algérie

La première expérience de droit de visite « transfrontière » pour les enfants nés de couples franco-algériens, et retenus par leur père en Algérie s'est effectuée normalement. Après un mois passé auprès de leur mère en France, six filles et dix garçons, âgés de six à quatorze ans, ont embarqué, le vendredi 7 août, à l'aéroport d'Orly, à destination d'Algérie. Si les mères présentes ont su garder leur calme, deux fillettes ont été en sanglots au moment de la séparation.

Assistants au départ des enfants, M. Claude Allert, magistrat chargé par le gouvernement français d'une médiation avec le gouvernement algérien, a déclaré qu'il espérait « une normalisation de ce type d'échange qui s'est déroulé dans la sérénité ». Une nouvelle visite pourrait avoir lieu à Noël prochain. Une seule des mères qui avaient « occupé » l'ambassade de France à Alger au cours de l'été 1985, M<sup>me</sup> Hélène Montastegou, n'a pu jusqu'à aujourd'hui se rendre à Paris sa fille Myriam. Elle envisageait d'entamer une grève de la faim, mais les autorités algériennes lui ont promis qu'elle pourrait revoir son enfant dès le samedi 8 août.

### Euthanasie

#### Le professeur Hackethal ne sera pas jugé.

Un tribunal de Munich (RFA) a décidé, le vendredi 7 août, que le professeur Julius Hackethal ne pouvait être traduit en justice pour avoir aidé à mourir, en avril 1984, une patiente incurable, atteinte d'un cancer. Avant de donner du cyanure à sa patiente, le professeur Hackethal avait eu avec elle une longue conversation enregistrée au magnétophone, au cours de laquelle cette personne ravagée par la maladie avait expliqué posément qu'elle voulait mourir.

### Grand-Bornand

#### Le PS critique M. Carignon

Les conclusions de l'enquête administrative sur la catastrophe du Grand-Bornand, prédisant que l'installation des campings avait été autorisée régulièrement mais qu'elle était « imprudente » (le Monde du 8 août), suscitent diverses réactions. M. Robert Chapuis, secrétaire national à l'urbanisme et à l'environnement du Parti socialiste, accuse le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, de ne pas avoir pris « lui-même ses responsabilités », prétendant « clore l'enquête et porter un jugement définitif avant même que le débat public ait pu avoir lieu sur les conclusions de la commission ». Pour sa part, M. Renaud-Vié Le Sage, l'ancien délégué aux risques majeurs, qui avait démissionné trois jours après la catastrophe, voit dans les conclusions de l'enquête une « confirmation de son plan technique » de ses analyses. En parlant d'« imprudence » dans leur rapport, les experts « voulaient dire, en termes choisis, qu'il y avait bien une faute mais qu'on ne pouvait pas retenir le fait qu'elle était volontaire », estime-t-il.

Quant à l'association SOS-Environnement, elle dénonce « l'incohérence » du rapport administratif et demande la création d'une commission parlementaire sur cette catastrophe.

### Cattenom

#### Mise à feu du deuxième réacteur

La mise à feu nucléaire (divergence) du deuxième réacteur de la centrale de Cattenom (Moselle) a eu lieu le vendredi 7 août à 23 h 22, a indiqué la direction de l'armement de la centrale. Cette tranchée, d'une puissance de 1 300 mégawatts, devrait être couplée dans trois à quatre semaines au réseau EDF et travailler à pleine puissance l'hiver prochain.

Située près de Thionville, cette centrale, dont le premier réacteur a divergé en octobre 1986, a suscité de fortes protestations de la part des pays riverains, notamment du Luxembourg.

### Pollution

#### Déchets italiens au Venezuela

Le gouvernement du Venezuela a ordonné, le vendredi 7 août, de renvoyer vers leur pays d'origine, plus de 10 000 barils de déchets toxiques qui avaient été importés d'Italie en avril dernier par une entreprise inconnue et déposés à l'air libre dans une zone fortement peuplée, près de Puerto-Cabello (140 kilomètres au nord-ouest de la capitale). Ces filtres contiennent des déchets pharmaceutiques, des eaux ammoniacales et des déchets de choroparaffine. Une vingtaine d'entre eux se sont fendus, laissant échapper des gaz et des liquides qui ont atteint les plages littorales, et plusieurs personnes se sont plaintes d'irritation de la gorge et de plaies sur la peau. Les autorités sanitaires ont déclaré l'état d'urgence et interdit les plages aux touristes. Des habitants de Puerto-Cabello, le second port du pays, ont manifesté vendredi contre les « barils de la mort », et plusieurs écologistes, dont un député régional, ont entamé une grève de la faim. — (AFP.)

### Le sport sera-t-il victime de la loi contre l'alcool ?

Ultimes pressions, mauvaise foi ou inquiétude légitime ? On ne sait trop que penser après les multiples déclarations faites au cours de ces dernières semaines par huit représentants des grandes marques d'alcool qui, tous, affirment que l'article 97 de la loi du 30 juillet 1987, portant diverses mesures d'ordre social, sonne le glas du sponsoring des manifestations sportives par les boissons alcoolisées.

Le ministre de la santé apportait dans la soirée du vendredi 7 août un démenti formel, assurant que la loi renforçant les dispositions de la lutte contre l'alcoolisme interdit, certes, la publicité pour les alcools à la télévision mais ne met nullement fin au « parrainage » de compétitions sportives par les marques d'alcool. Ainsi, précisait-il, le Challenge Martini pourra garder son nom, de même que les voitures Kriker ou 33 Export. Toutefois, ces parrainages feront l'objet d'un « code de bonne conduite » qui sera défini par un décret pris en conseil d'Etat.

Dans l'attente de la publication de ce décret, le mieux est de se reporter au texte exact de la loi. Celle-ci précise qu'il est interdit « la publicité, sous quelque

forme qu'elle se présente, en faveur des boissons alcooliques sur les stades, terrains de sports publics ou privés, dans les lieux où sont installés des piscines et dans les salles où se déroulent habituellement des manifestations sportives (...). Cette interdiction s'applique à toute publicité en faveur des boissons alcoolisées, contenant plus de 1 degré d'alcool, ne doit comporter aucune incitation dirigée vers les mineurs ni évoquer d'aucune façon la sexualité, le sport, le travail, les machines et véhicules à moteur (...).

Enfin, le dernier alinéa de l'article 18 précise : « Quand les éléments caractéristiques des publicités pour les boissons alcooliques, notamment la marque, la dénomination, les graphismes ou les couleurs déposées sont utilisés dans des activités de parrainage ou dans une publicité, les dispositions régissant la publicité pour les boissons alcoolisées s'appliquent à ces activités de parrainage ou à cette publicité ».

La loi maintiendra le parrainage. Reste à savoir sous quelles formes exactes l'identité du « parrain » pourra être portée à la connaissance du public... F. N.

● **ATHLÉTISME** : championnats de France. Le Parisien Philippe Legrand a remporté, pour la quatrième fois, l'épreuve du championnat de France du 10 000 mètres, vendredi 7 août, à Annecy (Haute-Savoie), dans le

temps de 28 mn. 45 s. 39 cent., devant le jeune espoir Antonio Rapin et le nouveau recordman de France de la spécialité, Jean-Louis Pironon, grand favori de l'épreuve, mais victime d'une sérieuse défaillance à la mi-course.

## Une cité touristique sous les jardins du Carrousel

### Le vestibule du Grand Louvre

(Suite de la première page.)

Le projet Carrousel-Tuileries est à la fois nécessaire et ambitieux. Nécessaire, parce qu'il fallait bien résoudre le lancinant problème du stationnement des cars et des voitures dans ce quartier de Paris menacé en permanence par l'asphyxie automobile. La seule solution raisonnable consistait à creuser un immense parking, branché sur l'avenue du Général-Lemmonier, que, justement, on est en train de faire disparaître sous terre pour assurer la continuité de la promenade entre le Louvre et les jardins des Tuileries. On trouvera donc sous les jardins du Carrousel une véritable gare de tourisme, où pourront se ranger les cars des tours-opérateurs et quatre-vingt places pour ranger ces mastodontes. En contrepartie, il leur sera interdit d'encombrer la rue de Rivoli et les bords de la Seine, comme ils le font aujourd'hui, faute de pouvoir se garer ailleurs.

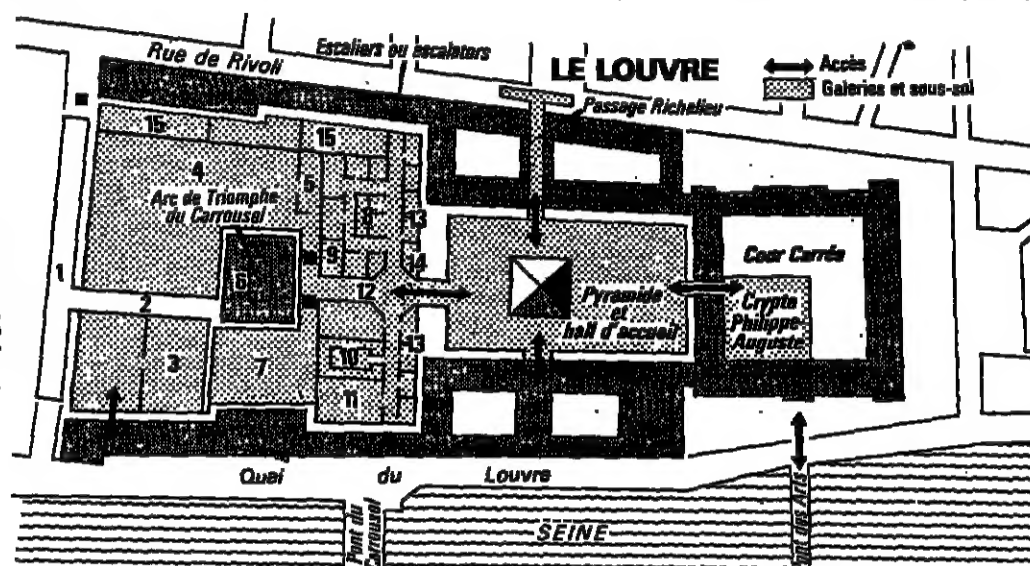
Il y aura aussi six cent trente emplacements pour des voitures particulières. M. Ligen, lui-même conseiller d'Etat, compte convaincre ses collègues d'y ranger les véhicules qui occupent actuellement la superbe cour du Conseil d'Etat. Ainsi serait ouvert à la fréquentation des piétons un autre cheminement non moins historique : celui qui conduit des jardins du Palais-Royal à l'Institut, en passant par le Conseil d'Etat, le

passage Richelieu, les cours du Louvre et la passerelle des Arts. La réalisation de ces parkings géants coûtera 230 millions de francs, apportés par divers financiers publics et privés.

De là, les visiteurs gagneront une sorte de cité touristique troglodyte qui servira d'antichambre et de complément aux nouveaux espaces souterrains du Grand Louvre. C'est le côté le plus ambitieux du projet. Ils y trouveront un théâtre d'automates, un musée du « bel objet » français, un centre de présentation des collections de mode et des boutiques de livres anciens. Ils pourront y faire connaissance avec les provinces françaises, puis une dizaine de régions ont accepté d'y présenter leur patrimoine culturel.

#### Début du chantier en 1989

Côté pratique, la cité souterraine accueillera des agences de voyages, des guichets de change et plusieurs restaurants allant de l'établissement gastronomique à la brasserie populaire, en passant par l'auvergnat où l'on pourra goûter en self-service des plats régionaux. L'espace est d'une telle ampleur qu'il pourrait contenir encore une annexe du Musée de la mode, déjà installé dans le pavillon de Marsan, et les services informatiques du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.



1. Avenue du Général-Lemmonier; 2. Accès de service du Grand Louvre; 3. Laboratoire du Grand Louvre; 4. Parking des cars et des voitures; 5. Hall d'accueil de la gare des cars; 6. Soufflerie de l'arc de triomphe du Carrousel; 7. Théâtre d'automates; 8. Centre du voyage; 9. Centre du bel objet; 10. Auberge des provinces; 11. Salle de réunions; 12. Grande Galerie; 13. Maisons des régions; 14. Restaurants; 15. Locaux en attente.

Accès depuis la surface.

### Le meurtre de Cannes

#### La fausse Mauricette est identifiée

CANNES  
de notre correspondant régional

Les policiers du SRPJ de Nice, chargés de l'enquête sur le meurtre de Cannes, ont identifié l'employée de maison considérée comme le témoin numéro un de cette affaire. Il s'agit de Véronique Akobé, née le 4 février 1964 à Doukou (Côte d'Ivoire), qui avait usurpé l'identité d'une jeune Martiniquaise de vingt-deux ans, Mauricette-Lambert.

#### Dans l'Atlantique

#### Le navigateur aveugle a rebroussé chemin

Jim Dickson, l'Américain aveugle qui tente la traversée de l'Atlantique à la voile en solitaire (le Monde du 8 août), a été obligé de rebrousser chemin au bout du troisième jour, à la suite d'une rupture de son pilote automatique.

Le skipper américain, qui s'était lancé de Portsmouth (Côte est des Etats-Unis) le 4 août à la barre du Eye-Opener reparé immédiatement vers l'Angleterre dès que cette avarie sera réparée, a indiqué son agent, M. Steve Graham.

Ce contretemps ne semble donc entraver en rien la détermination de Jim Dickson, alors même que, aux Etats-Unis, une vive polémique s'est instaurée sur l'opportunité d'une telle entreprise. « Je suis inquiet de ce que les non-voyeurs se fassent un point d'honneur à égaler cette performance », a déclaré le président de la fondation américaine pour les aveugles de New-York, M. Sam Negrin. Il existe un stéréotype du « super-aveugle » tel qu'il est campé dans les films. Cela est inquiétant.

Micho. Celle-ci, également employée de maison, avait été interpellée le jeudi 6 août à Pornic (Loire-Atlantique), et avait été mise aussitôt hors de cause. Véronique Akobé avait été condamnée à la fin de 1985 à un mois de prison pour voies de faits avec préméditation. Elle avait purgé sa peine à la prison de Fleury-Mobius et faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

Le fils d'un industriel parisien, Thierry Scharr, vingt-deux ans, avait été découvert égaré dans son lit, le mardi 4 août à Cannes. Dans une chambre voisine, son père, Georges Scharr, soixante-trois ans, avait été lui-même grièvement blessé pendant son sommeil d'un coup de couteau à l'abdomen. La fausse Mauricette s'était enfuie avant l'arrivée des policiers par la fenêtre de sa chambre, située au quatrième étage, en se servant de deux draps noués bout à bout et après avoir abandonné sur place sa robe tachée de sang.

D'autre part, l'autopsie a permis d'établir que, avant d'être égaré, le jeune Thierry avait été assommé à l'aide d'une massette trouvée sous le lit de l'employée. Les enquêteurs sont désormais persuadés que le double crime contre M. Scharr et son fils n'a pas été commis par une personne seule.

G. P.

● **Information ouverte après un accident de la route.** — Une information a été ouverte, le vendredi 7 août, par le parquet de Bordeaux après la mort de quatre automobilistes, dont au moins deux Lorrains, dans un accident de voiture, le mercredi 5 août, dans la commune du Porcé (Gironde). Pour les enquêteurs, il s'agit d'une simple mesure de sécurité, le caractère accidentel du drame ne faisant guère de doute.

### Deux nouvelles expulsions au Pays basque

#### Les Espagnols auraient remis aux autorités françaises la liste des membres présumés de l'ETA

Deux membres présumés de l'organisation indépendantiste basque ETA, réfugiés en France, ont été expulsés, le vendredi 7 août, vers l'Espagne, en vertu de la procédure « d'urgence absolue », portant à soixante-seize le nombre de Basques espagnols remis à la police espagnole depuis le 18 juillet 1986.

Originaire d'Iruia, Pedro Garcia Lasalle, vingt-neuf ans, a été interpellé à Ciboure, près de Saint-Jean-de-Luz, José-Luis Sebastian Martinez, trente-trois ans, a de son côté été interpellé à Urrugne, également dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Les deux militants présumés ont été reconduits à la frontière franco-espagnole.

Rendant compte des entretiens, le 28 juillet à Paris, du ministre espagnol de l'Intérieur, M. Jose Barrio-nuevo, et de son secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Rafael Vera, avec MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, le quotidien *El País* a affirmé la semaine dernière que les responsables espagnols ont remis à leurs homologues français des listes de noms de membres de l'ETA résidant en France, classés par ordre d'importance, réclamant leur expulsion, notamment celle des dirigeants de l'organisation terroriste, vers l'Espagne ou vers des pays tiers.

La France, avait répondu par avance M. Pandraud dans une interview au quotidien *Ya*, « est déterminé

### Mis en cause par Minute

#### M. Jack Lang engage une action en diffamation

L'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, vient de charger son avocat, M<sup>re</sup> Georges Kiejman, d'intenter une action en diffamation contre *Minute* à la suite de la publication, par l'hebdomadaire d'extrême droite d'un article sur son patrimoine immobilier.

Dans son dernier numéro, daté du 6 août, *Minute* accuse M. Lang d'« enrichissement » pendant son passage au ministère de la culture et publie les photographies d'une propriété acquise par le député, selon le magazine, à Bonnières (Yvelines), dans le Luberon. Rappelant que M. Lang avait demandé la formation d'une « enquête parlementaire » sur les allégations iraniennes concernant le premier ministre et le sort des otages au Liban, *Minute* écrit à propos de l'ancien ministre : « Il faut créer une commission d'enquête parlementaire sur l'origine de sa soudaine fortune ».

C'est la Société d'administration et de réalisations d'investissements, la SARI, déjà promotrice de vastes ensembles de bureaux à la Défense, qui a pris le risque de réaliser l'opération puis de la gérer commercialement. L'investissement initial est évalué à environ 450 millions de francs. Le chantier ne pourra débuter que lorsque ceux de l'avenue du Général-Lemmonier et du Grand Louvre seront achevés, c'est-à-dire en 1989. Ouverture au public : deux ou trois ans plus tard. Mais cette fois, après huit siècles d'agrandissements successifs, le Louvre aura définitivement occupé, en surface comme en sous-sol, le quadrilatère tout entier que les souverains lui avaient tracé au centre de Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

### Après le meurtre d'un ouvrier tunisien

#### Une manifestation antiraciste réunit plusieurs centaines de personnes à Nice

Répondant à l'appel de trente-cinq organisations humanitaires, syndicales ou politiques, trois cent cinquante personnes environ ont participé, le vendredi 7 août à Nice, à une manifestation pour protester contre le meurtre, le 13 juin dernier, d'un ouvrier tunisien, Amar Abidi, par six jeunes gens âgés de dix-sept à vingt et un ans.

Cette manifestation, organisée sur les lieux mêmes du meurtre, s'est déroulée sans incidents. Plusieurs élus de la région notamment, MM. Henri Fiszbin, député des Alpes-Maritimes (app. PS), et Jean-Hugues Colonna, député des Alpes-Maritimes (PS), ainsi que M. Max Gallo, député européen (PS), s'étaient associés à cette manifestation pour « dénoncer le climat de racisme et de xénophobie régnant dans la région ».

La mère de l'un des auteurs, meurtre, du meurtre avait tenté également à être présente pour témoigner de son émotion et mettre en cause « le climat de violence » qui a entraîné son fils « qui n'est pas du tout raciste ».

L'organisation SOS-Racisme, coordinatrice de la manifestation, a d'ailleurs « salué le courage » de cette femme et s'est félicitée du succès de la réunion. L'organisation dirigée par Harlem Désir a également annoncé qu'elle avait adressé, vendredi, une lettre personnelle au maire de Nice, M. Jacques Médecin, lui demandant à la fois « de condamner cet acte raciste et de prendre des dispositions pour assurer à la famille d'Amar Abidi un soutien moral et financier ».

### Un motocycliste allemand trop pressé

#### Deux mois de privation de routes françaises

Un motocycliste allemand a été intercepté, c'est bien le mot, par la gendarmerie alors qu'il roulait à 250 km/heure sur l'autoroute A 36, Mulhouse-Beaune, à proximité de la commune de Chénou, près de Dole (Jura).

Le motocycliste, Georg Lunenburg, vingt-trois ans, demeurant à Marl (République fédérale d'Allemagne), a expliqué aux gendarmes qu'il était pressé d'arriver en Espagne, où il se rendait en vacances. Les gendarmes lui ont aussitôt déclaré qu'ils étaient, eux, dans l'obligation de confisquer le véhicule, une moto de 900 centimètres cube, et de lui infliger une amende de consignation de 900 francs.

Pour n'être pas en reste, le préfet du département a pris immédiatement un arrêté original interdisant au motocycliste de circuler sur le territoire français pendant deux mois, en attendant qu'il soit jugé par le tribunal compétent.

## EXPOSITIONS

### Le coup d'envoi

Les expositions de l'été 1987 ont commencé. Elles ont été inaugurées par le musée d'Art Moderne de la ville de Paris, qui présente une rétrospective de l'œuvre de Pablo Picasso.

### Des gravures nouvelles de 1987

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.

Le musée de la Ville de Paris a également inauguré une exposition de gravures de 1987. Elle présente des œuvres de nombreux artistes, dont des artistes français et étrangers.



Carrousel  
M. Jack Lang en...  
une action en diffam...

Un ton d'élégance, d'euphémisme. Un art de finesse, de simplicité chic, c'est le style de Jean-Emile Laboureur, graveur.

Une rue de Londres, l'automne 1913. Devant nous passe le bus à impériale n° 19, Clapham Junction - Highbury Park. A l'arrière de l'impériale, un monsieur, un peu sauté sur le dos, chapeau melon, fume un havane. A l'avant, une femme, assise très droite, grand chapeau, porte un noué papillon. Le conducteur, en bas, moustache, n'a pas l'air commode.

La mode de 1950 à 1970  
Du rock au twist à Bruxelles

New-look, techno ou yéyé, la mode des années 50 à 70 parade tout l'été au Musée du costume et de la dentelle de Bruxelles...

EXPOSITIONS

L'exposition Laboureur au Pavillon des arts

Le coup d'envoi du « Policeman »

Un ton d'élégance, d'euphémisme. Un art de finesse, de simplicité chic, c'est le style de Jean-Emile Laboureur, graveur.

Il se, avec un savoir-faire évident, des gravures sur bois, sur cuivre, qui sont belles et fortes, mais dont l'expression n'est en rien personnelle, car elles doivent trop aux grands maîtres du temps, Vallotton et les Nabis, Toulouse-Lautrec, Vuillard, etc.



La plage sous le pluie.

Et voilà, qui tombe du ciel, Le policeman, le ton laboureur, qui est élégance, euphémisme, alacrité. Finesse, simplicité, chic. Personnages plus grands et filiformes que nature, femmes souvent tête nue, hommes en chapeaux un peu comiques. Et avant tout, redisons-le, ces gestes saisis au vol, ces gestes en mouvement qui sautent aux yeux, qui mettent dans l'image une intensité incroyable de vie, alors que tout, ici, est elliptique. Et ces blancs, cette lumière naturelle qui arrive de partout. Un monde enjoué, dynamique, irréel, courtis, pas pesant, inachevé, un monde du matin du monde mais d'une bienveillance millénaire.

Oh bien sûr le Laboureur deuxième (et définitive) manière n'est pas né dans un choc. Tout un « matériel » de base était là, cette fois c'est l'art de Braque, Picasso, Gris, La Fresnaye, Van Dongen, Modigliani. Mais Laboureur tout de suite en fait autre chose, de plus mince, de plus modeste, et mieux vaut d'ailleurs ne pas s'y attarder, à ces origines, parce que la vraie grande peinture n'est pas l'affaire de Laboureur, son cubisme est climatique, enjoué, décoratif, son Van Dongen est amorti, ainsi de suite, ce serait même agaçant, si l'on y songe.

Quelque chose d'inéluctable fait que notre regard se fixe sur un personnage, là devant, debout : un policeman. Station « repos », la jambe gauche un peu avancée, les mains derrière le dos. C'est une feinte : il tient son monde à l'œil, il logne trois hommes-sandwichs qui s'éloignent, en file indienne, vers la gauche.

Cette scène de rue est une sauterie. Jean-Emile Laboureur l'a gravée sur zinc en 1913. Appelée Le policeman, elle fait date dans l'histoire de la gravure française. Parce que, d'un coup, sans oser dire, Laboureur vient de trouver sa manière, d'inventer son style bien à lui. Il a trente-six ans.

Revenons au Policeman. Cette image tient de la magie. La vie affaiblie, les assemblages d'architectures, les actes confus de la vie publique, la presse générale de la foule comme dit le Tzets de Valéry, sont là. Et, cependant, rien n'est montré. Il y a surtout, dans l'image, des vides, des blancs. Laboureur a incisé sur la plaque quelques lignes droites minces, légères, et juste cinq ou six lignes courbes, fluides, celles des chapeaux, des roues.

Des gestes saisis au vol

Et bien sûr le Laboureur deuxième (et définitive) manière n'est pas né dans un choc. Tout un « matériel » de base était là, cette fois c'est l'art de Braque, Picasso, Gris, La Fresnaye, Van Dongen, Modigliani. Mais Laboureur tout de suite en fait autre chose, de plus mince, de plus modeste, et mieux vaut d'ailleurs ne pas s'y attarder, à ces origines, parce que la vraie grande peinture n'est pas l'affaire de Laboureur, son cubisme est climatique, enjoué, décoratif, son Van Dongen est amorti, ainsi de suite, ce serait même agaçant, si l'on y songe.

La mode de 1950 à 1970

La mode de 1950 à 1970

La mode de 1950 à 1970

Du rock au twist à Bruxelles

New-look, techno ou yéyé, la mode des années 50 à 70 parade tout l'été au Musée du costume et de la dentelle de Bruxelles...

Plus loin, les affiches des écoles professionnelles de Bruxelles voisinent avec un poster d'Eddie Cochran épinglé au-dessus d'un perfecto noir.

On y exposait jusqu'ici des nappes d'autel, des habits ecclésiastiques et des fermoirs de jarretière. Après « Belles en dentelles », « Autour d'une corbeille de mariage », « L'opéra en grand costume », le petit dernier des musées bruxellois nous offre, pour ses dix ans, une vraie surprise-party. Le thème de l'exposition étant : la mode 1950-1970. Du rock au twist, les gardiens diffusent toute la journée des tubes de Varian ou de Bécoud. On a agrafé un jean peau de pêche à pattes d'éléphant sur un panneau en alu gaufré, on a placé des sandales à bouts carrés et des mannequins qui touchent dans les vitrines, et tout cela est très émouvant. Le visiteur, qui une heure plus tôt admirait des gants « nuance mode » ou un « modèle jeune en taille 50 » dans les galeries royales Saint-Hubert, ne se sent pas vraiment dépaycé.

Heureusement, au premier étage, l'aventure se précise : tantôt livides tantôt dorés, les mannequins arborent les tenues spatiales de Courrèges (botines et gants blancs, robes trapèze orange, manteau vert mousse à boutons boules...). La conquête de l'espace, la vogue de la bande dessinée amènent les couturiers à dépeindre la mode de tous ces trépassés.

Les pionnières du new-look

Si les robes de cocktail à corsage baleiné et les mamans du soir lamé or de Shiraz continuent d'émouvoir les pionnières du new-look, une mode plus absurde et surtout plus courte séduit les filles dans le vent. Elles plébiscitent le prêt-à-porter, s'enthousiasment pour les robes de Cardin brodées de pétales de Rhododé ou de perles de plastique. La suite est moins évidente : on rit très fort devant ces pages de magazine illustrées de maillots de bain en Dronyn-Helanca et de lunettes Stropel enveloppantes.

Mais beaucoup frissonneront à la vue des splendeurs babacolesques : robe en similicuir fripé, minijupe à pétales de daim, sandales bréchechiennes en cuir naturel. Là, on se dit : « Comment ai-je pu ? »

LAURENCE BENAÏM.

★ La mode 1950-1970. Du rock au twist. Musée du costume et de la dentelle, 6, rue de la Violette (Grand-Père), Bruxelles. Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE

Zola au Musée-galerie de la Seita

Emile et Jeanne

Adeptes fervents de la photographie, l'auteur de la Bête humaine en usait pour chanter ses amours.

Durant le mois d'août 1888, en compagnie de Charpentier, son éditeur, et de sa femme Alexandrine, Emile Zola passe paisiblement ses vacances à Royan. Dans la vie de l'écrivain, cet été sera décisif à plus d'un titre puisqu'il découvre la photographie auquel l'initie Victor Billard, maire de Royan.

Ami de Nadar, qu'il rencontre en 1860 au café Grevin, près de la place Clichy, et qui le portraitise assis à son bureau, un livre entrouvert à la main, Emile Zola mettra pourtant sept ans avant de s'adonner sans frein à sa passion de l'image fixe. Captivé à l'idée de voir ce qui disparaît mais aussi de ce qui ne voit pas, non seulement il achète près d'une dizaine d'appareils, dont certains hyper-perfectionnés, mais il installe trois laboratoires dans les sous-sols de ses résidences, développant ses négatifs et tirant lui-même ses épreuves dans la cave de son hôtel parisien ou dans sa propriété de Médan.

Plus que comme à un violon d'Ingres, comme ce fut le cas pour Hugo et Caroll, le chef de l'école naturaliste s'adonne à la photographie avec bonté, avec passion, opérant sur plaques et pellicules, braquant son objectif sous tous les angles et allant jusqu'à mettre au point un déclencheur à retardement qui lui permet de s'autophotographier.

Par tous les temps, en toutes saisons, dans des formats parfois insolites (9 cm x 30 cm), il réalise ainsi plus de six mille clichés, fixant son jardin de Médan, le train Paris-Rouen, les bords de Seine, des natures mortes, des instantanés de voyage en Italie, en Angleterre lors de son exil (l'accuse d'être de 1899), mais aussi les sites environnants, ses domestiques, son cheval Bonhomme et même sa besse-



Autoportrait



Jeanne Roderoy

cou, sans oublier l'Expo 1900 et des scènes de rue qu'il capte avec un sens du détail, de l'anecdote et du pittoresque qui en fait le précurseur des humanistes français des années 50 : Izis, Ronis ou René-Jacques.

Et surtout, ce fameux été 1888, il tombe éperdument amoureux de Jeanne Roderoy, dont il est l'aimé de vingt sept ans mais en compagnie de laquelle il « se retrouve comme à vingt ans, lorsqu'il voulait manger les moutons ». Menant une double vie, il passe le matin auprès d'Alexandrine, l'après-midi avec Jeanne, à qui il fera

intoxication au gaz émanant d'un poêle. Ses yeux se ferment à la lumière et il dit qu'elle était la vie même. A l'aube d'un siècle nouveau, Alexandrine et Jeanne se réconcilient, l'épouse légitime autorisant même les enfants de Jeanne à porter l'illustre nom de celui qui avait effectué à leur insu un reportage sur leur vie dans un album intitulé Denise et Jacques.

PATRICK ROEGERS.

★ Zola photographé, au Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup>, jusqu'au 29 août.

MUSIQUE

Cycle Ligeti au Festival estival

Un concerto sans faux-semblants

Le Festival estival de Paris consacre une série de concerts à Ligeti. Une création : un Concerto pour piano, avec quelques clefs à l'appui.

Il n'y a pas si longtemps, écrire un concerto pour piano passait, dans les milieux de l'avant-garde, pour une concession dangereuse aux tendances passistes. L'idée même de voir la masse noire d'un Steinway à l'avant-scène et un soliste qui s'éponge le front entre deux cadences inspirait une sorte de dégoût : ce serait rouvrir les portes aux pratiques exhibitionnistes du siècle dernier.

Et cependant, le concerto pour piano, s'abritant derrière des titres rassurants, n'était pas mort : les Oiseaux exotiques (1955) de Messiaen, Synapha (1969) de Xenakis, Points on the curve to find (1974) de Berio, Numéro 5 (1976) de Philippe Manoury ou Stances (1978) de Betsy Jolas offraient aux pianistes l'occasion de rivaliser avec des formations plus ou moins importantes. Seul le terme concerto restait tabou. André Boucourechliev osa pourtant l'utiliser dès 1975, puis Luis de Pablo (1980), deux œuvres, entre autres, suscitées et créées par Claude Helffer.

Le concerto (1981) de Maurice Ohana, enfin, mérite une mention particulière car il met en valeur les qualités de toucher du soliste d'une façon insusitée. Depuis, il faut souligner l'impressionnant concerto de Doo, créé lors des Rencontres de Metz (1986) et, par là même, contemporain du concerto de Ligeti dont la première audition eut lieu au Festival de Graz en Autriche, en octobre dernier, sous la direction de Mario di Bonaventura, avec, en soliste, Anthony Bonaventura. Jouissant d'un contrat d'exclusivité, il appartenait à ces deux artistes de révéler, avec le concours de l'ensemble Ars Nova, ce concerto au public français à l'auditorium des Halles à l'occasion du cycle Ligeti organisé par le Festival estival de Paris et, dans un proche avenir, sur les ondes de France-Musique.

On pouvait attendre beaucoup d'un compositeur de l'importance de György Ligeti dont le Concerto

pour violoncelle (1966), fort bien donné en première partie par Jacques Wiederker, proposait un considérable renouvellement du genre, faisant de l'introspection une qualité saillante. Plus traditionnel, avec ses trois mouvements contrastants, le Concerto pour piano, sans posséder peut-être, sauf sans le Lento e deserto central, une originalité aussi frappante n'a pas déçu.

On s'étonne du souci de Ligeti d'insister sur l'extrême complexité de ses récentes compositions, comme s'il craignait qu'on les trouve plus simples que les précédentes ; et quand cela serait, quel mal y aurait-il ? On serait plutôt tenté de voir dans les deux mouvements vifs une synthèse du principe de la toccata, à la manière de Bartok, et de ces mouvements perpétuels énoncés par Ligeti dans son Continuum, pour clavecin : les accents mélodiques et les accents dynamiques s'enchevêtraient et se combattaient jusqu'à donner l'impression d'une sorte de stabilité animée.

Un climat poétique

L'orchestre entre dans le jeu, et la fusion des deux donne l'impression d'une activité ébrie, insaisissable et irrésistible. Le mouvement central introduit un climat poétique avec le dialogue d'un piccolo jouant dans le grave et d'un basson dans l'aigu (puis d'un harmonica et d'un ocarina à la fin), qui évoquent des cris lointains d'animaux nocturnes dans un paysage désolé. L'entrée du piano qui s'y mêle réintroduit peu à peu le style concertant sans briser le charme. On remarque notamment un passage très doux où le pianiste joue une mélodie aux deux extrémités du clavier et un peu plus loin, le contraste des stridences terribles des instruments dont le nombre semble décuplé par le seul effet d'une écriture orchestrale virtuose.

Entre les deux exécutions du concerto, Francis Bayle, qui s'efforça de donner au public quelques clés pour une approche plus intime de l'œuvre, et l'on peut penser que la seconde audition, saluée par d'interminables applaudissements, a profité de cet entracte analytique. La qualité de l'interprétation n'y est peut-être pas non plus étrangère.

GÉRARD CONDÉ.





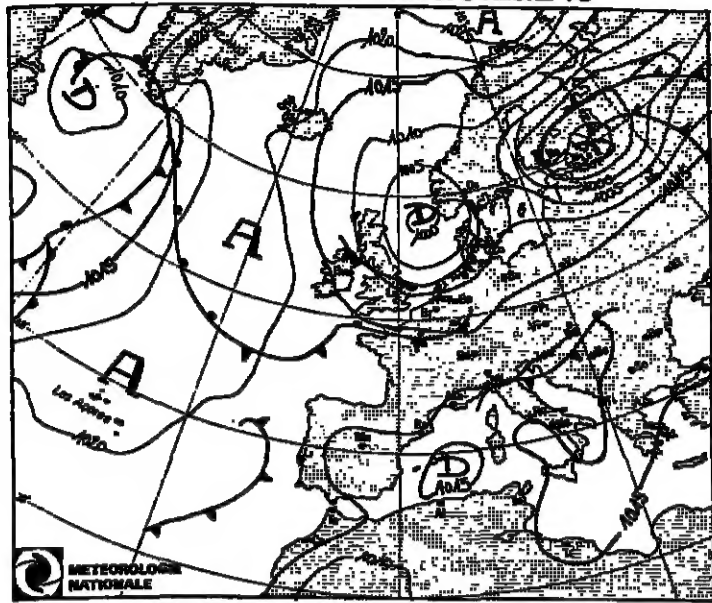


سكاي نيوز

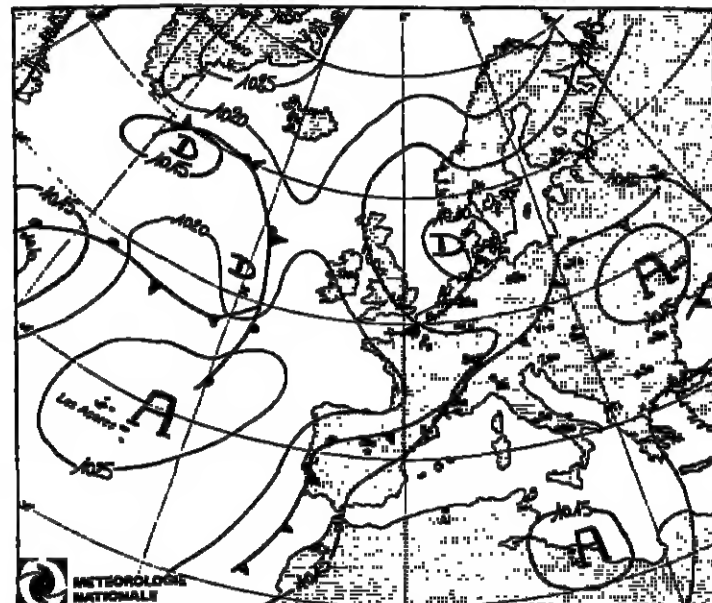
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 AOÛT 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 AOÛT À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le samedi 8 août à 0 h TU et le dimanche 9 août à 24 h TU.

Le temps anticyclonique (sur le proche-Atlantique) continuera à diriger de l'air frais et instable sur notre pays. La perturbation sera peu active sur nos régions septentrionales mais sera repoussée par le conflit avec l'air chaud méditerranéen.

Dimanche matin : le ciel sera couvert sur l'Aquitaine, le Limousin, les Charentes, les Pays de la Loire, l'Orléanais, le Bassin parisien, la Champagne et la Lorraine. Quelques gouttes tomberont ici et là.

On pourra profiter du soleil en matinée sur le Languedoc, près de la Méditerranée, sur les Alpes, le Lyonnais et le Jura. Les nuages seront un peu plus nombreux sur le nord-ouest mais il n'y aura pas de pluie.

Dans le courant de la journée, le temps couvert et humide gagnera les régions du Sud-Est, donnant un temps lourd du Sud-Est au golfe du Lion et sur le massif alpin. Des ondées, mais aussi des orages isolés vont éclater par endroits. Il continuera à faire beau sur la Côte d'Azur et la Corse.

A l'arrière de cette perturbation, la hausse de pression favorisera les éclaircies. Ainsi le ciel bleu reprendra le dessus l'après-midi sur la plupart des régions. Mais à nouveau l'instabilité se déclenchera près de la Normandie et de la Picardie.

Les températures seront souvent plus fraîches au lever du jour. Comprises entre 8 et 14 degrés sur la plupart des régions, elles atteindront 15 à 18 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi les maxima seront encore de 2 à 4 degrés en dessous des moyennes saisonnières : 18 à 23 degrés sur la moitié nord, 22 à 24 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 30 degrés en Corse.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4545  
HORIZONTALEMENT

I. Serait mal vu s'il donnait carte blanche. Connait le remède contre la souffrance. - II. A l'habitude de courir sur le haricot. Certes, pas privé de liberté. Satisfait certains amateurs de tripe. - III. Est appelé à recevoir de nombreux coups de bâton. A peut-être couru deux lieues à la fois. En Europe aussi bien qu'en Afrique. - IV. Adverbe. On l'on trouve le nécessaire pour approvisionner des magasins. Recherché par les utilisateurs de barbecues. - V. Sédult, maintes fois. Abrasait des meurtriers. Ne quitte jamais leurs sabots. - VI. Peut exceller dans l'art de préparer les salades. Agent de la circulation. - VII. Deux parmi neuf. Risque fort de gêner celui qui veut couper les cheveux en quatre. Interjection. - VIII. Paroles et musique. Amenée à donner le meilleur d'elle-même. Peut avoir le corps mou ou bien la dent dure. - IX. Prendre la moitié. Même celui qui n'a rien dans le ventre n'est pas dépourvu. - X. Tête d'épingle. Est commune. S'intéresse au sujet. - XI. Boîtes à papier. A garder à portée de la main l'un d'auxiliaire. - XII. Qui a peut-être trop tapé dans le « ballon ». Facilite la communication. Fendus sur les côtes. - XIII. Possède le fil et la soie. Mieux vaut ne pas prendre modèle sur leur conduite. - XIV. Pousse parfois à s'écarter du droit chemin. A l'origine d'une méthode de reproduction. - XV. Ne tombent jamais de bien haut. Un qui est sur le sable. A le beau rôle.

### VERTICALEMENT

I. A l'occasion d'exercer ses talents à différentes reprises. - II. On ne saurait certes pas dire qu'elle est incapable de faire du mal à une mouche. Toi que l'on n'a sans doute pas bésé à passer un savon. - III. Homme d'honneur. Armée ou légion. Qui n'a peut-être pas réussi à sauver la mise. - IV. Peut s'arrêter d'une minute à l'autre. Espèces de salamandre. - V. Appréciée par les bues. Une chose de taille. Mit des fines herbes à son menu. - VI. Un qui est à même de faire la police. Grecque. - VII. Visible sur certains

### Solution du problème n° 4544

Horizontalement  
I. Rogations. - II. Abéti. In. - III. Ciel. Pro. - IV. Os. Lorient. - V. Né. Inapte. - VI. Vengé. - VII. Aerie. Ra. - VIII. Rus. Est. - IX. Sitar. Rat. - X. Toc. Foie. - XI. Usée. Ciel.

Verticalement  
1. Racontars. - 2. Obèse. Nuits. - 3. Gel. Venon. - 4. Atelier. Act. - 5. Tisonnier. - 6. Os. Rages. - 7. Pipe. Troc. - 8. Siroter. Ail. - 9. Note. Antée.

GUY BROUTY.

# Le Carnet du Monde

**Décès**

M. Pierre Dumeocheux, ses enfants et petits-enfants. Tous ses neveux et nièces. Sa famille. Ses amis. ont la tristesse de faire part du décès de

M. François DULUARD, né Simone Dumeocheux, le 23 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée à la chapelle de l'hôpital Georges-Clemenceau à Champcaud (Essonnes). L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Montrouge (Hauts-de-Seine), le 28 juillet 1987.

24, rue Harlay, 44000 Nantes.

M. Jacques Heilbronn, M. et M. Didier Heilbronn leurs enfants et leurs petits-enfants. M. et M. Hubert Heilbronn et leurs enfants. M. Francis Dollfus et sa fille. M. et M. Jean-Pierre Flesselles et leurs enfants ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jacques HEILBRONN, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, survenu à Paris le 5 août 1987, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité familiale le 7 août 1987, au cimetière de Clichy (Seine-et-Marne).

33, rue de la République, Clichy 93100 Neuilly-sur-Seine.

M. Pierre Labbe, M. et M. Jean-François Labbe et leurs enfants. M. et M. Henri Labbe et leurs enfants. M. Jean-Philippe Labbe et sa fille. M. Marie-Christine Prallaud, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LABBE, professeur honoraire, survenu à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale le 7 août 1987, en l'église Notre-Dame d'Arschion.

33, allée Emile-Pereira, 33120 Arsachon.

**Anniversaires**

A l'occasion du premier anniversaire de la naissance de

M. Alexis DREYE.

Sa famille. Ses amis de l'Automobile ancienne, vous remercient d'avoir une pensée pour lui.

Une fidèle pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

M. Aline SZERYNG.

décédée il y a dix-huit ans.

Georges SZERYNG, Paris. Henryk Szeryng, Mexico.

Le 9 août 1983 disparaissait

Georges VALLIN, professeur à l'université Lyon-III.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient en ce jour une pensée pour lui et pour les idées qu'il défendait.

## CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F

Abonnés (avec justification) : 80 F

Communications diverses : 72 F

Insertion minimum 10 lignes (soit 4 lignes de caractères). Les lignes en caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes.

Rem. : 42-47-88-03.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 7 août 1987 :

### UN DÉCRET

N° 87-639 du 4 août 1987 modifiant le décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977 sur l'organisation de la profession d'architecte.

### UN ARRÊTÉ

N° 87-639 du 4 août 1987 modifiant l'arrêté du 11 avril 1987 relatif à la détermination des zones de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 30 mars 1987 au 27 mars 1988.

### DES AVIS

N° 87-9 du 1<sup>er</sup> juillet et 87-10 du 2 juillet 1987 sur le cahier des missions et des charges de l'Institut national de l'audiovisuel et le cahier des missions et des charges de la Société nationale de programme Radio-France.

### DES DÉCISIONS

N° 87-12 du 2 juillet 1987 rejetant les demandes d'autorisation présentées par plusieurs sociétés pour l'usage de fréquences de diffusion affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite.

N° 87-13 du 2 juillet 1987 portant autorisations de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence.

## EN BRIEF

Forêts de France. - Des visites guidées sont organisées par l'Office national des forêts cet été dans les zones forestières. Des forestiers expliqueront à tous la vie de la forêt et le rôle des forestiers (techniques sylvicoles, choix des essences, travaux gestion de la faune sauvage, etc.).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à : Allo Forêts, 1, rue de la Loi, 92000 Nanterre. Tél. : 45-51-61-71. Office national des forêts, 2, avenue de Saint-Mandé. Tél. : 43-46-11-68.

L'été à Paris. - L'Académie des arts et des lettres organise de nombreuses activités de loisirs et de culture pendant l'été pour les Parisiens : conférences, visites, randonnées-conférences, spectacles, dîners-débats, sports.

Pour recevoir gratuitement le programme, écrire à : AIAL, 169, rue de l'Université, 75007 Paris.

## CONCOURS

Ecole normale supérieure (rue d'Ulm)

### Sciences

Yannick Martel (1<sup>er</sup>) ; Gaston Abraham Romani (2<sup>e</sup>) ; Edouard Geoffroy (3<sup>e</sup>) ; Wendelin Werner (4<sup>e</sup>) ; Christian Hubert (5<sup>e</sup>) ; Jean-François Roussel (6<sup>e</sup>) ; Delphine Giron (7<sup>e</sup>) ; Yann Guibet (8<sup>e</sup>) ; Gilles-François Marc Robert (9<sup>e</sup>) ; Marc Esplé (10<sup>e</sup>) ; Pierre Jourdan (11<sup>e</sup>) ; Emmanuel Peyre (12<sup>e</sup>) ; Alain Schmitt (13<sup>e</sup>) ; Alexandre Delann (14<sup>e</sup>) ; Laurent Benatar (15<sup>e</sup>) ; Frédéric Dufal (16<sup>e</sup>) ; Romani Waller (17<sup>e</sup>) ; Didier Schieber (18<sup>e</sup>) ; Clotilde Kammerer (19<sup>e</sup>) ; Pascal Romon (20<sup>e</sup>) ; Emmanuel Causse (21<sup>e</sup>) ; Denis Macchi (22<sup>e</sup>) ; Olivier Guiselin (23<sup>e</sup>) ; Daniel Cohen-Zardi (24<sup>e</sup>) ; Bruno Sauvalle (25<sup>e</sup>) ; Martin Trautz (26<sup>e</sup>) ; Xavier-Stéphane Leroy (27<sup>e</sup>) ; Philippe Pujes (28<sup>e</sup>) ; Arnaud Delann (29<sup>e</sup>) ; Philippe Geiger (30<sup>e</sup>) ; Vincent Cobes (31<sup>e</sup>) ; Pierre Meyer (32<sup>e</sup>) ; Philippe Gaucher (33<sup>e</sup>) ; Antoine Chapron (34<sup>e</sup>) ; Damien Doligez (35<sup>e</sup>) ; Vincent Dubreil (36<sup>e</sup>) ; Pierre Christophorov (37<sup>e</sup>) ; William Irving (38<sup>e</sup>) ; Laurent-Jean-Pierre Bonaventura (39<sup>e</sup>) ; Nathalie Wach (40<sup>e</sup>) ; Claude Laruelle (41<sup>e</sup>) ; Mohammed Charabi (42<sup>e</sup>) ; Renaud Fraisse (43<sup>e</sup>) ; Marco-Ricardo-Gabriel Perez (44<sup>e</sup>) ; Olivier Mirvasser (45<sup>e</sup>) ; Emmanuel Volte (46<sup>e</sup>).

### PLANCHE A VOILE

Une carte d'assistance. - A l'heure où le secrétariat d'Etat à la mer recommande aux sauveteurs d'appliquer un barème forfaitaire de 500 F pour la récupération d'une planche à voile - la gratuité du sauvetage des personnes en difficulté n'étant pas remise en cause, - il est intéressant de noter la création d'une carte d'assistance « planche à voile ». Créée par Windcenter International et Assistance multiservices internationale, cette carte propose en effet le remboursement des frais d'assistance en mer à concurrence de 500 F et dans la limite de deux interventions par an. Pour 120 F par an, sans franchise de distance, cette carte propose également le rapatriement médical.

Cette carte est en vente dans les magasins Maies. Renseignements : Windcenter International (tél. : 34-60-17-97) et AMI (47-30-31-31).

## Ecole supérieure de commerce de Paris

(Par ordre de mérite)

Marc Niederhorn, Luc Ta-Ngoc, Nathalie Paulet-Gauthier, Alexis Rosenbaum, François Pouchard, François Hubert, Catherine Ruchonnet, Hubert Lange, Rémi Diligent, Emmanuel Mignon, Camille Muller, Florence Saïba, Valérie Lavaud, Franck Vincent, Catherine Benain, Patrick Garde, Juliette Raoult-Buvis, Chloé Euzé, Marc Bataillon, Omar Vercobbi Soussane, Marion Gauthier, Stéphanie Boulard, Pauline Sufur, Jean-Louis Labauge, Patrick Jany (25<sup>e</sup>).

Daniel Gutmann, Jérôme Fournel, Caroline Marclhac, Laurence Dordet, Gilles Polivet, Florence Bafour, Antoine Hiot, Christian Thiebo, Christian Chassagnon, Anne Chervin, Florence Morio, François Gandon, Laurent Selier, Vincent Rantez, Corinne Cavarroc, Laurence Hessler, Manuel Patroilaud, Armelle Marriaux, Alice Bertrand-Gard, Catherine Piau, François Meuzon, Florence Gaudin, Véronique Hayon, Andrea Bozzi, Isabelle Ranson (50<sup>e</sup>).

Ahmadou Ndiaye, Didier Aubergier, Jean-Philippe Fabre, Arnaud Moor, Isabelle Silva (De), Isabelle Charleux, Dominique Dumont, Fabio Zingone, Christel Peridon, Florence Gourrut, Carole Dony, Véronique Lanot, Thierry Faugues, Sabine Miramont, Claudine Baptiste, Pierre Forette, Stéphane Dén, Vincent Garel, François Demon, Robin Van Der Sande, Jean-François Reiser, Didier Barthélemy, Jacques Berger, Isabelle Gontier, Wilold Hzy (75<sup>e</sup>).

Laurent Naquet-Radiguet, Charles Emmanuel Du Xuan, Hervé Bonnet, Jan Kluge, Caroline Fontenest, Olivier Mamehansky, Bruno Klieber, Patrick Juul, Marie-Hélène Zerah, Nicolas Moreau, Marie de Mahuet, Christian Gausson, Hélène Pelosse, Benoît Renon, Arnaud Brenna, Isabelle Paillet, Charles Toulouze, Fabienne Goussard, Rémi Ternat, Vian Nguyen Cao, Monique Erbea, Bertrand Stephann, Nicolas Rousselet, Corinne Zembra, Sylvain Boulaire (100<sup>e</sup>).

Vincent Giry, Cyrille Prevost, Olivier Sarrade-Louchet, Gilles Langourieux, Sophie Bernadet, Hervé Utheza, Anne Reder, Aude Percheron, Xavier Bascher, François Brisset, Guillaume Daney de Marillac, Claire Teytu, Frédéric Chenu, Nathalie Rallion, Philippe Vigier, Catherine Drog, Nicolas Kazinski, Christophe Caudrelier, Valérie Boscaïn, Nicolas Dupont, Florence Deveaux de Lavergne, Philippe

Hebert, Valérie Boschatto, Franck Lemery, Eric Mamer (125<sup>e</sup>).

Jean-Baptiste Bouvier, Patrick Prigent, Vincent Guven, Nicolas Bergere, Florence Mahier, Rafael Bloise Duplan, Didier Zerdoun, Pascale Raci, Michaël Balle, Jacques Girard, Patricia Nicolai, Eric Laffont, Ariel Harroch, Hélène Haubert, Christophe Keffi, Sophie Hanrot, Thomas Mitard, Pascale Moreau, Philippe Saveru, Sophie de Mendonça, Armand Crete, Valérie Lourme, Simon Martin (150<sup>e</sup>).

Stéphane Le Priol-Jalonneur, Florence Marcqous, Myriam Samir, Cyrille Follard, Laurent Vieilles, Guillaume Leleng, Michel-René Berlat, Elise Benoit, Emmanuel Guilloir, Isabelle Elyn, Fadi Jabbour, Hervé Georgelin, Anne Bertaud, Emmanuel Weyd, Jean-Dominique Drouillet, Christine Pourcel, Philippe Fabing, Valérie Brilla, Anne Treister, Olivier Wolff, Jaime Matens-Tique, Christophe Parcol, Guillaume Delye, Hubert de Saint-Jean, Laurent Lamy (175<sup>e</sup>).

Olivier Murgat, Stéphane Tikhomiroff, Dominique Fillard, Catherine Blanc, Bernard Fantin, Marie-Isabelle Rocca, Grégoire Gautier, Xavier Lacombe, Eric Foucault, Isabelle L'Hermite, Anne Mariotte, Emmanuel Chave, Stéphane Lanot, Claire Gislion, Véronique Chautard, Béatrice Poletti, Eve Duret, Anne Jeantet, Daniel Katz, Jean-François Diet, Anne Tisserand, François Delange, Christine Gervois, Anne Stosser, Xavier de Royere (200<sup>e</sup>).

François Lepineux, Jocelyne Gm, Fabrice Gerschel, Virginie Casin, Cécile Bartenieff, Fabienne Avellana, Vincent Gandon, Bertrand Delmas, Emmanuel Michela, Jérôme Maton, Bertrand Gauquelin des Pallier, Anne Jourdain, Franck Hervio, Laurent Nielly, Ngoc Dao Nguyen, Marc Budim, Olivier Herrbach, Maud Leclair, Hélène Taieb, Martine Louf, Sylvain Desjonquères, Philippe Slama, Philippe Oels, Rémi Carmolina, Philippe Kopsan (225<sup>e</sup>).

Richard Company, Francis Malige, Lena Sadaka, Marc de la Taille, Damien Antoine, Octavie Herpin, Yves Lallemand, Dominique Malet, Caroline Papp, Eve Ifrah, David Maisant, Emmanuel Le Guen, Bénédicte Dumans, Anne Lofficiel, Anne-Laure Regimbart, Marc Girardot, Yves Alexandre Degre, Cyril Chapelle, Riad Kassiss, Jean-Louis Peirouty (245<sup>e</sup>).

## LES EN VISITES

Dimanche 9 août

Le monde sur minitel

## Le Monde

sur minitel

## CINEMA

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel

Le monde sur minitel



## Chronologie

## ÉTRANGER

1<sup>er</sup>. - **ÉTATS-UNIS** : Le président Reagan nomme à la Cour suprême le juge Robert Bork, un conservateur affirmé, pour succéder au juge Lewis Powell, considéré comme un homme du centre, qui a démissionné le 26 juin (28-29/VII, 3 et 4/VIII).

1<sup>er</sup>. - **ÉTATS-UNIS-JAPON** : Le président et le directeur général de Toshiba démissionnent après les sanctions votées le 30 juin par le Sénat américain, qui menace d'interdire toute exportation aux États-Unis à la société japonaise, coupable d'avoir vendu en 1982 et 1983 des matériels stratégiques à l'URSS, en violation des règles d'exportation vers les pays communistes (2, 3 et 19-20/VII, 1<sup>er</sup>/VIII).

1<sup>er</sup>. - **FRANCE-FINLANDE** : M. François Mitterrand se rend en visite officielle en Finlande (1<sup>er</sup>, 2 et 3).

4-5. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'Américain Martina Navratilova, le 4, et l'Australien Pat Cash, le 5, remportent les Internationaux de tennis de Wimbledon (du 24/VI au 7/VII).

5. - **FRANCE-RFA** : M. Helmut Kohl et M. Jacques Chirac se rendent à Reims et à Colombey pour commémorer la première rencontre officielle entre Adenauer et de Gaulle en 1962 (7).

6-7. - **INDE** : Soixante-seize passagers hindous de trois autocars sont assassinés par des terroristes sikhs au nord de New-Delhi, où une grève générale de protestation est très suivie le 9 (du 8 au 11).

6-11. - **RFA-URSS** : M. Richard von Weizsäcker, chef de l'Etat ouest-allemand, se rend en visite officielle en Union soviétique (7, 8, 9 et 12-13).

7. - **HAÏTI** : Au dernier jour de la grève générale déclenchée le 29 juin par l'opposition contre le Conseil national de gouvernement (CNG) et son chef, le général Henri Namphy, le bilan de la répression des manifestations par l'armée s'élève à vingt-trois morts. Jusqu'à la fin du mois, les troubles et les affrontements se poursuivent. La tension est aggravée par le massacre d'une centaine de paysans, tués les 23 et 24, dans la localité de Jean-Rabel, par des miliciens au service des grands propriétaires terriens (1<sup>er</sup>, 2, du 4 au 22, du 24 au 28 et du 30/VII au 3/VIII).

7-14. - **ÉTATS-UNIS** : Le lieutenant-colonel Oliver North, en justifiant politiquement, devant la commission parlementaire sur l'« Irangate », les financements illégaux qu'il avait organisés au profit de la guérilla antisandiniste, s'attire la sympathie d'une majorité d'Américains. Entendu du 15 au 20, son ancien chef direct, le vice-amiral John Poindexter, revendique la responsabilité du détournement de fonds américains vers les « contras » nicaraguayens et les auditions publiques et télévisées s'achèvent le 3 août sans que soit apportée la preuve que M. Reagan était au courant de ce détournement (3, du 8 au 20, 22 et du 25/VII au 3/VIII).

8. - **ISLANDE** : M. Thorsteinn Pálsson, chef du Parti de l'indépendance (conservateur), 18 sièges au Parlement), forme un gouvernement de coalition avec le Parti progressiste (centre-droit) et le Parti social-démocrate (centre-gauche), qui ont obtenu 13 et 10 des 63 élus aux élections du 25 avril (11).

9. - **CORÉE DU SUD** : Une amnistie permet à deux mille trois cent trente-cinq opposants de recouvrer leurs droits civiques, le jour où des dizaines de milliers de personnes manifestent leur opposition au régime du président Chun en participant aux funérailles d'un étudiant mort le 5, après vingt-cinq jours de coma, des suites d'un tir de grenade lacrymogène (du 7 au 11, 13, 15 et 18).

11. - **AUSTRALIE** : Le Parti travailliste de M. Bob Hawke, au pouvoir depuis mars 1983, remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive (10, 14 et 24).

11. - **MONDE** : La population de la Terre, qui a doublé par rapport à 1950, franchit, selon les démographes, le cap des cinq milliards d'hommes (11).

12. - **ISRAËL-URSS** : Une mission consulaire soviétique se rend en Israël pour la première fois depuis vingt ans (15).

12-15. - **FRANCE-TCHAD** : Le président tchadien Hissène Habré, en visite en France, assiste au défilé militaire du 14 juillet (11 et du 14 au 18).

13. - **CEE-SYRIE** : Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Copenhague, décident que les Douze pourront reprendre leurs contacts à haut niveau avec Damas, mais les autres sanc-

tions annoncées en novembre 1986 ne sont pas levées (14 et 15).

13. - **INDE** : M. Ramaswami Venkataraman, candidat du parti au pouvoir, le Congrès (I), est élu président de la République au suffrage indirect avec plus de 72 % des voix. Il succède le 25 à M. Zail Singh, qui était entré en conflit avec M. Rajiv Gandhi, en butte d'autre part à une grave crise politique au sein de sa majorité (14, 18, 21, 25 et 28).

14. - **PAKISTAN** : Des attentats à la voiture piégée font près de quatre-vingts morts à Karachi, où, les jours suivants, des manifestations contre l'insécurité dégénèrent en combats de rue et en affrontements intercommunautaires qui font au moins vingt morts (16, 17, 22, 23, 28 et 30).

15. - **TAÏWAN** : La loi martiale, en vigueur depuis 1949, est levée (4 et 16).

16. - **AFGHANISTAN** : Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères reconnaît que les forces soviéto-afghanes ont subi « des pertes accrues » depuis six mois et que la résistance a acquis une « supériorité provisoire », en particulier grâce aux missiles sol-air livrés par les États-Unis et la Grande-Bretagne (8, 9, 17, 18, 21 et 23).

17. - **RDA** : Le Conseil d'Etat décide une large amnistie et l'abolition de la peine de mort pour commémorer le trente-huitième anniversaire du pays, le 7 octobre (19-20).

18. - **MOZAMBIQUE** : 380 villageois sont tués par des soldats à Homoine, au nord-est de Maputo. Les autorités accusent les guérilleros de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) d'être responsables de ce massacre (23 et 26-27).

19. - **PORTUGAL** : Aux élections législatives anticipées, le Parti social-démocrate (PSD), centre droit, du premier ministre sortant, M. Aníbal Cavaco Silva, est la première formation depuis la révolution d'avril 1974 à obtenir la majorité absolue. Le PSD remporte 148 (+60) des 250 sièges du Parlement, contre 60 (+3) obtenus par le Parti socialiste, 31 (-7) par la Coalition démocratique unitaire, dominée par les communistes, 7 (-38) par le Parti rénovateur démocratique (centre gauche) de l'ancien président Eanes et 4 (-18) par les chrétiens-démocrates du Centre démocratique et social (15, 16, 18, 21, 22, 25 et 31).

20. - **CEE-MAROC** : Rabat fait officiellement acte de candidature à la Communauté européenne (21 et 22).

20-27. - **GRÈCE** : Une canicule, qui atteint la plupart des pays riverains de la Méditerranée orientale, provoque, à Athènes, la mort de plus de 1 200 personnes (du 26/VII au 1/VIII).

21. - **CEE** : Les ministres de l'environnement des Douze adoptent deux directives qui prévoient la réduction par étapes de la pollution par les gaz d'échappement des voitures à essence et des poids lourds à moteur Diesel (23).

22. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : M. Mikhail Gorbatchev accepte l'option « double zéro globale », qui suppose l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire (de 500 à 5 500 kilomètres) en Europe, mais aussi en Asie, où Moscou voulait conserver 33 de ses SS-20. Washington se rallie aussi, le 28, à cette option. Les 72 Pershing-1 A de l'armée ouest-allemande, dont Moscou demande la liquidation, mais dont Washington refuse qu'ils fassent partie de la négociation, représentent désormais le plus gros obstacle à un accord (2, 4, 23, 24, 25, 29, 30 et 31).

23-24. - **FRANCE-CONGO** : Visite à Brazzaville de M. Jacques Chirac (du 24 au 28).

27-29. - **OUA** : Au sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, surtout consacré à la dette africaine, à l'apartheid et au conflit tchado-libyen, M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, est élu président de l'OUA en remplacement de M. Denis Nguesso, chef de l'Etat congolais (21, 23 et du 26 au 31).

27-29. - **PANAMA** : Les partisans du général Noriega manifestent leur soutien à l'« homme fort » du régime et leur opposition à l'égard des États-Unis, alors que l'opposition organisée, les 27 et 28, une grève générale très suivie (4, 7, 12-13, 14, 16, 17, 22, 25, 26-27, 29 et 31/VII, 2-3/VIII).

29. - **ITALIE** : M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien) réussit après de laborieuses tractations à former un gouvernement, qui reconduit la coalition entre la DC, le PS et les trois petits partis « laïques » (4, 8, 10, 12-13, 15, 18, 22, 24, 29, 30 et 31).

## Juillet 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois.

Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

29. - **SRI-LANKA** : M. Rajiv Gandhi vient à Colombo signer avec M. Junius Jayewardene un accord destiné à mettre fin au conflit tamoul, qui a fait plus de six mille morts en quatre ans. La très large autonomie qui devrait être accordée aux provinces tamoules du Nord et de l'Est, provoque, les 28 et 29, de violents émeutes, qui font près de quarante morts à Colombo et dans le sud de l'île, essentiellement peuplée de Cinghalais bouddhistes (70 % de la population). Le 30, l'Inde envoie dans la péninsule de Jaffna une « force de paix » pour recevoir la reddition et les armes des rebelles tamouls, qui, après l'avoir critiquée, finissent par accepter l'accord, de paix (à partir du 25).

29. - **URSS** : Trois anciens responsables de la centrale nucléaire de Tchernobyl sont condamnés à dix ans de camp après la catastrophe d'avril 1986 (8, 9, 10, 30 et 31/VII, 2-3/VIII).

30. - **URSS** : Douze dirigeants tatars sont expulsés de Moscou, où

ils se trouvaient depuis plus d'un mois pour obtenir que les Tatars puissent retourner en Crimée, d'où ils ont été déportés en 1944. Les manifestations qu'ils avaient organisées sur la place Rouge avaient auparavant été tolérées par les autorités (8, 24, 25 et du 28/VII au 3/VIII).

31. - **ARABIE SAOUDITE-IRAN** : La mort, à La Mecque, de 402 personnes, dont 275 Iraniens, après des affrontements entre des pèlerins intégristes et la police saoudienne, provoquent en soit une très vive tension entre Téhéran et Ryad (à partir du 2/VIII).

31. - **ÉTATS-UNIS** : A la Bourse de New-York, où les investisseurs étrangers sont attirés par le raffermissement du dollar, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui s'établissait à 2 409,76 le 1<sup>er</sup>, atteint, après seize séances de hausse sur vingt-deux, son niveau le plus élevé (45 % de hausse en un an) à 2 572,06 (du 3/VII au 3/VIII).

## FRANCE

2. - Hachette prend le contrôle du groupe de presse qui publie dans le Sud-Est quatre quotidiens, dont *le Provençal*, en s'engageant à « maintenir la ligne politique » du journal de Gaston Defferre (2 et 4).

4. - La cour d'assises du Rhône condamne Klaus Barbie à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis à Lyon en 1943 et 1944, après que Me Vergès ait tenté dans sa plaidoirie, les 2 et 3, de minimiser le rôle de l'ancien officier SS (du 3 au 13 et 25).

5. - Mort de Pierre Marcellin, membre du Conseil constitutionnel. Le 17, M. Francis Mollet-Vieville est nommé par M. Jacques Chabab-Delmas pour lui succéder (7, 8, 19-20, 22, 24 et 25).

7. - M. Jacques Chirac, dans un entretien au *Monde*, met en valeur le bilan positif de la collaboration avec M. François Mitterrand pour ce qui concerne la politique étrangère de la France, alors que M. Raymond Barre avait critiqué, le 4, à La Rochelle, ce « consensus à la mode », qui, selon lui, affaiblit le

rôle de la France dans le monde (7 et 8).

7. - La loi sur l'indemnisation des rapatriés est définitivement votée par le Parlement (9 et 23).

8. - Trois lois sur la lutte contre le terrorisme et la ratification des conventions de Strasbourg de 1977 et de l'accord de Dublin de 1979 sont définitivement votées (1<sup>er</sup> et 10).

9. - La session extraordinaire du Parlement, ouverte le 1<sup>er</sup>, s'achève avec l'adoption définitive de quatre lois, qui concernent l'autorité parentale conjointe, l'apprentissage, le développement du mécénat et la réorganisation de la sécurité civile (3, 5-6, 9, 10, 11, 24, 25 et 28).

9-10. - M. Chirac, en visite officielle à Bordeaux, le 9, et au Pays basque, le 10, affirme qu'il ne veut pas entrer en campagne électorale « avant le début de l'été prochain » (du 9 au 13).

10. - A la fin de l'offre de vente, 415 741 petits porteurs sont devenus actionnaires de TF 1 (9, 17, 19-20, 21, 23 et 26-27).

## La rupture entre la France et l'Iran et la tension dans le Golfe

Le 2, M. Wahid Gerdji, qui faisait fonction de numéro deux à l'ambassade d'Iran à Paris sans avoir le statut de diplomate et qui avait disparu depuis que M. Gilles Bouloque, magistrat chargé de plusieurs affaires de terrorisme, avait demandé, le 3 juin, son audition, réapparaît à l'ambassade d'Iran à Paris, où il est l'interprète du chargé d'affaires iranien, qui consacre une conférence de presse à son cas. La police française, soupçonnant la présence de M. Gerdji dans les locaux de l'ambassade, a établi, depuis le 29 juin, un important dispositif pour contrôler toutes les entrées et sorties de la représentation iranienne. A Téhéran, un blocus de l'ambassade de France est maintenu depuis le 30 juin.

Le 2 au soir, MM. Mitterrand et Chirac, réunis à l'Élysée avec MM. Raymond Barre et P. de Larosière, se mettent d'accord sur une attitude de fermeté face à l'Iran.

Le 5, M. Raymond Barre affirme que M. Gerdji doit se présenter devant le juge d'instruction qui veut l'entendre comme témoin et annonce que la « normalisation » des relations franco-iraniennes, engagée depuis mars 1986, est « suspendue ».

Le 7, M. Chirac confirme, dans *le Monde*, la fermeté adoptée par Paris.

Le 14, M. Mitterrand réaffirme que M. Gerdji « doit se soumettre à la loi ».

Le 14, M. Mitterrand réaffirme que M. Gerdji « doit se soumettre à la loi ». A Téhéran, M. Paul Torri, premier secrétaire de l'ambassade de France, est accusé d'« espionnage » et convoqué pour être entendu par la justice iranienne. Le Quai d'Orsay dément les allégations iraniennes et affirme qu'elles visent à « créer artificiellement un pendant au cas de M. Gerdji ».

Le 16, Téhéran menace de rompre avec Paris si le « siège » de son ambassade n'est pas levé dans les soixante-douze heures.

Le 17, Paris annonce la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, après un entretien à l'Élysée entre M. Mitterrand et M. Chirac. De laborieuses tractations s'engagent sur le rapatriement des personnels des ambassades. Téhéran veut que M. Gerdji soit traité en diplomate; Paris refuse et exclut un quelconque « *troc* » entre M. Gerdji et M. Torri.

Le 20, le Conseil de sécurité « exige » à l'unanimité un cessez-le-feu immédiat dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. Bagdad accepte cette résolution de l'ONU, que Téhéran qualifie d'« injuste », sans la rejeter officiellement.

Le 22, le *Bridgeton* et le *Gas Prince* sont les premiers des onze pétroliers koweïtiens placés sous pavillon américain à pénétrer dans le Golfe escortés par trois navires de guerre américains, mais le *Bridgeton* est endommagé le 24 par une mine à proximité de l'île

10. - La première phase des « États généraux » de la Sécurité sociale s'achève après trois semaines de débats, à raison de deux jours dans chaque département (16 et 25/VI, 11, 17, 21, 24 et 25).

10. - Les déclarations de députés (3 UDF, 3 RPR, 3 FN) affirmant, à l'issue d'un séjour en Afrique du Sud, que l'apartheid « n'existe plus » dans ce pays, suscitent des réactions indignées dans l'opposition, mais aussi dans la majorité (du 12 au 18, 22 et 25).

12. - La victoire, au second tour de l'élection municipale de Grasse, de M. Hervé de Fontmichel, maire sortant UDF, à la tête d'une liste comprenant six membres du Front national, relance la polémique au sein de la majorité sur les accords électoraux avec l'extrême droite. Le 15, M. de Fontmichel est exclu du Parti radical, dont il était membre du bureau national depuis décembre 1983 (7, 8 et du 14 au 28).

12-19. - Des troubles à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne), les 12 et 13, sont suivis de manifestations violentes dans plusieurs prisons, en particulier à Fleury, le 14, et aux Baumettes à Marseille, le 16. Les détenus, qui sont plus de 50 000 pour 33 500 places, protestent contre leurs mauvaises conditions de détention (du 14 au 27).

14. - M. Mitterrand, interrogé sur TF 1 en direct de l'Élysée, déclare vouloir « préserver l'esprit public de l'intolérance », affirmant à propos de l'extrême droite qu'« un certain nombre de pensées politiques sont inacceptables pour la République » (du 14 au 17).

14. - Un camping est ravagé par un torrent de boue au Grand-Bornand (Haute-Savoie) : 23 personnes sont tuées. Après une polémique sur les responsabilités administratives, M. Alain Carignon annonce, le 22, que la prévention des risques naturels et celle des pollutions seront désormais réunies en une seule direction au sein du ministère de l'environnement (du 16 au 24/VII et 1<sup>er</sup>/VIII).

15. - Le conseil des ministres décide la dissolution du groupe indépendantiste basque Iparretarrak, responsable depuis 1973 d'une soixantaine d'attentats au Pays basque français. Deux de ses dirigeants ont été arrêtés le 11, mais son chef, prêtre, Philippe Martret, a réussi à s'échapper aux policiers (7, 8, 9, 12-13, 14, 16 et 17).

17. - En juin, le déficit du commerce extérieur a atteint 3,9 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,6 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (17, 19-20 et du 29 au 31).

17. - Mort de Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social de 1974 à avril 1980 (19-20).

20. - Mort du spéculateur Norbert Caumont (22).

21. - Quatre militants indépendantistes guadeloupais, dont Luc Reinette, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC), organisation terroriste dissoute en mai 1984, sont arrêtés dans l'île indépendante de Saint-Vincent. Remis aux autorités françaises, ils sont interrogés en Guadeloupe par

un magistrat parisien, puis inculpés le 25 avant d'être transférés à Paris et incarcérés (23, 24 et 28/VII, 1<sup>er</sup>/VIII).

22. - Le groupe nationaliste Thomson conclut avec le groupe américain General Electric un accord qui prévoit le rachat par Thomson de la division d'électronique grand public de General Electric et la cession à ce dernier, en échange, de la Compagnie générale de radiologie (CGR), spécialisée dans l'électronique médicale (24 et 25/VII, 1<sup>er</sup>/VIII).

24. - La CNCI rend publique la liste des radios qu'elle prévoit d'autoriser à émettre sur la bande FM à Paris et dans sa région. Les radios exclues se mobilisent contre ces décisions qui privilégient les grosses radios commerciales (1<sup>er</sup>, 17 et du 25 au 31).

26. - Le Tour de France, parti de Berlin-Ouest, s'achève sur les Champs-Élysées. Chez les hommes, il est remporté par l'Allemand Stephen Roche, déjà vainqueur au Tour d'Italie, tandis que la Colombienne Jeannie Longo, championne du monde et recordwoman de l'heure, gagne l'épreuve réservée aux femmes (du 1<sup>er</sup> au 28).

27. - M. Chirac, en visite dans le Lot-et-Garonne et en Dordogne, réaffirme à Périgueux la nécessité de poursuivre l'« effort de rigueur », après avoir accusé les gouvernements de gauche d'avoir, de 1981 à 1986, « créé en France une situation de faillite » (29 et 30).

27. - Sir James Goldsmith vend à la Compagnie générale d'électricité l'essentiel de ses parts dans la Générale Occidentale, groupe très diversifié qui, en France, contrôle l'Express (du 28/VII au 1<sup>er</sup>/VIII).

28. - Le Conseil constitutionnel, saisi par des députés socialistes de la loi portant diverses mesures d'ordre social, déclare non conforme à la Constitution l'extension à tous les agents des services publics de la retenue minimale d'un « trentième indivisible » du salaire en cas de grève courte. La loi, publiée au *Journal officiel* du 31, s'applique plus qu'aux fonctionnaires de l'Etat. Restent donc concernés les contrôleurs aériens, en grève depuis quinze semaines, mais la conclusion le 31 avec le ministre des transports un accord qui leur donne en partie satisfaction (4, 5-6, 8, 11, 12-13, 16, 19-20 et du 28/VII au 6/VIII).

30. - Un programme de 2,8 milliards de francs pour la modernisation des voies navigables est décidé par un conseil interministériel réuni à Matignon. Il prévoit l'amorçage de l'aménagement à grand gabarit entre le Rhône et le Rhin (1<sup>er</sup> et 2-3/VIII).

## CULTURE

3. - Mort d'Hubert Juin, écrivain et critique (5-6).

8. - *Le Chevalier à la rose*, de Richard Strauss, dirigé par Semyon Bychkov et mis en scène par Tobias Richter, inaugure le Festival d'Aix-en-Provence (10, 12-13, 22 et 26-27).

8. - *La Norma*, de Bellini, est interprétée par Mara Zampieri aux arènes de Nîmes, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi (14).

9. - Ouverture du Festival d'Avignon avec les deux premières parties du *Soulier de satin*, de Paul Claudel, mis en scène par Antoine Vitez et joué intégralement, en une ou deux soirées, pour la première fois (2 et du 10 au 30).

13. - Les *Tauriphantes*, de Iannis Xenakis, œuvre pour percussions et mandale de taureaux camarguais, sont créées dans les arènes d'Arles pour l'inauguration des Festivals d'Arles et de Montpellier (17, 21, 24 et 26-27).

16. - De nouveaux extraits de *Donnerstag* (jeudi), partie de Licht, l'opéra des sept jours » de Karlheinz Stockhausen poursuit la composition, sont créés aux nuits de la Fondation Mieghe à Saint-Paul-de-Vence (23).

18. - Mort de Gilberto Freyre, écrivain et sociologue brésilien (21).

21. - *Psyché* est présenté au Festival d'Aix-en-Provence, dans une mise en scène de Jean-Claude Penchenat et sous la direction de Jean-Claude Malgouyres, à l'occasion du tricentenaire de la mort de Luilly (24).

26. - Mort de Toulk El Hakim, écrivain égyptien (28).

29. - MM. Balladur et Léonard concluent un compromis sur l'achèvement du Grand Louvre. L'accord prévoit le déménagement échelonné du ministère des finances et la reconstruction progressive, d'ici à l'an 2000, de la totalité du palais par le musée (9, 30 et 31).

30. - Les futurs responsables de l'Opéra Bastille, dont l'ouverture est prévue pour juillet 1989, sont désignés : la direction musicale et artistique est confiée à Daniel Barenboim, la direction générale à Pierre Vazirsky et la direction de la programmation à Eva Wagner. Semyon Bychkov remplacera en 1989 Daniel Barenboim à la tête de l'Orchestre de Paris (31/VII et 1<sup>er</sup>/VIII).

## REPÈRES

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

## Production

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

## TRANGERS

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

## La place de Londres

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

Les événements du monde ont été rapportés dans le numéro du Monde où est cité le chiffre entre parenthèses. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

مكتبة الامم



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# Economie

... Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 août 1987 11

10 - La première phase des travaux de la Sécurité sociale...

11 - Les déclarations de dévotion...

12 - Les victimes du séisme...

13 - Les travaux de la maison...

14 - M. Mitterrand, président...

15 - La sécurité, un thème...

16 - Le chômage a diminué...

17 - M. Thatcher peut se pencher...

18 - Les signes d'un certain renouveau...

19 - L'origine de ces bons résultats...

20 - Autre motif de satisfaction...

21 - Il est maintenant revenu à un peu...

22 - Selon les experts de l'OCDE...

23 - Les privatisations ne sont pas...

24 - Le chômage a diminué...

25 - M. Thatcher peut se pencher...

un mariage...

26 - Les déclarations de dévotion...

27 - Les victimes du séisme...

28 - Les travaux de la maison...

29 - M. Mitterrand, président...

30 - La sécurité, un thème...

31 - Le chômage a diminué...

32 - M. Thatcher peut se pencher...

33 - Les signes d'un certain renouveau...

34 - L'origine de ces bons résultats...

35 - Autre motif de satisfaction...

36 - Il est maintenant revenu à un peu...

37 - Selon les experts de l'OCDE...

38 - Les privatisations ne sont pas...

39 - Le chômage a diminué...

40 - M. Thatcher peut se pencher...

## REPÈRES

### Super-ordinateurs

#### Règlement du contentieux américano-nippon

Les Etats-Unis et le Japon ont réglé, le vendredi 7 août, après neuf mois de négociations, un des contentieux qui les opposent dans le domaine des hautes technologies en signant un accord permettant une meilleure ouverture du marché nippon aux super-ordinateurs américains.

L'accord, qui a donné lieu à un échange de lettres entre M. Clayton Yutsumi, représentant officiel américain pour le commerce, et l'ambassadeur du Japon à Washington, M. Nabuo Matsunaga, devait mettre les industriels américains (comme le géant Cray) sur un pied d'égalité avec leurs concurrents japonais (comme NEC) dans les procédures d'appel d'offres sur les marchés publics japonais, dont les firmes américaines se trouvent pratiquement exclues. Toutefois, il ne règle pas la controverse entre les deux pays sur les prix pratiqués par les industriels japonais sur leur marché intérieur. Le gouvernement japonais, a rappelé M. Matsunaga, prévoit d'acquiescer deux super-ordinateurs : l'un pour le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) et l'autre pour le ministère de l'Éducation. — (A.P.F.)

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Production

#### Un mieux en France

Les perspectives générales d'activité dans l'industrie sont jugées favorables par les chefs d'entreprise, qui déclarent que leur production s'est accrue en juillet, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. La demande globale a légèrement augmenté en raison d'une amélioration des commandes en provenance de l'étranger. Les industriels s'attendent pour leur propre entreprise à une croissance modérée de leur activité. Ils prévoient également des hausses de prix plus fortes, signale l'INSEE.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Super-ordinateurs

#### Règlement du contentieux américano-nippon

Les Etats-Unis et le Japon ont réglé, le vendredi 7 août, après neuf mois de négociations, un des contentieux qui les opposent dans le domaine des hautes technologies en signant un accord permettant une meilleure ouverture du marché nippon aux super-ordinateurs américains.

L'accord, qui a donné lieu à un échange de lettres entre M. Clayton Yutsumi, représentant officiel américain pour le commerce, et l'ambassadeur du Japon à Washington, M. Nabuo Matsunaga, devait mettre les industriels américains (comme le géant Cray) sur un pied d'égalité avec leurs concurrents japonais (comme NEC) dans les procédures d'appel d'offres sur les marchés publics japonais, dont les firmes américaines se trouvent pratiquement exclues. Toutefois, il ne règle pas la controverse entre les deux pays sur les prix pratiqués par les industriels japonais sur leur marché intérieur. Le gouvernement japonais, a rappelé M. Matsunaga, prévoit d'acquiescer deux super-ordinateurs : l'un pour le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) et l'autre pour le ministère de l'Éducation. — (A.P.F.)

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Production

#### Un mieux en France

Les perspectives générales d'activité dans l'industrie sont jugées favorables par les chefs d'entreprise, qui déclarent que leur production s'est accrue en juillet, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. La demande globale a légèrement augmenté en raison d'une amélioration des commandes en provenance de l'étranger. Les industriels s'attendent pour leur propre entreprise à une croissance modérée de leur activité. Ils prévoient également des hausses de prix plus fortes, signale l'INSEE.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Super-ordinateurs

#### Règlement du contentieux américano-nippon

Les Etats-Unis et le Japon ont réglé, le vendredi 7 août, après neuf mois de négociations, un des contentieux qui les opposent dans le domaine des hautes technologies en signant un accord permettant une meilleure ouverture du marché nippon aux super-ordinateurs américains.

L'accord, qui a donné lieu à un échange de lettres entre M. Clayton Yutsumi, représentant officiel américain pour le commerce, et l'ambassadeur du Japon à Washington, M. Nabuo Matsunaga, devait mettre les industriels américains (comme le géant Cray) sur un pied d'égalité avec leurs concurrents japonais (comme NEC) dans les procédures d'appel d'offres sur les marchés publics japonais, dont les firmes américaines se trouvent pratiquement exclues. Toutefois, il ne règle pas la controverse entre les deux pays sur les prix pratiqués par les industriels japonais sur leur marché intérieur. Le gouvernement japonais, a rappelé M. Matsunaga, prévoit d'acquiescer deux super-ordinateurs : l'un pour le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) et l'autre pour le ministère de l'Éducation. — (A.P.F.)

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Production

#### Un mieux en France

Les perspectives générales d'activité dans l'industrie sont jugées favorables par les chefs d'entreprise, qui déclarent que leur production s'est accrue en juillet, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. La demande globale a légèrement augmenté en raison d'une amélioration des commandes en provenance de l'étranger. Les industriels s'attendent pour leur propre entreprise à une croissance modérée de leur activité. Ils prévoient également des hausses de prix plus fortes, signale l'INSEE.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

### Chômage

#### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 481 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le niveau de chômage est resté stable.

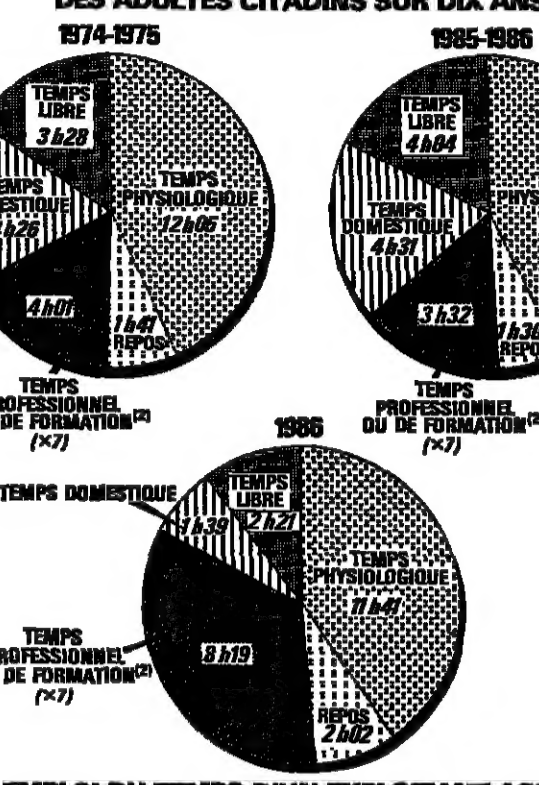
## L'emploi du temps des Français

### La télévision passe avant la table

(vaisselle, cuisine, linge) diminuent.

Pour l'ensemble des Français, la moitié de la journée se passe à dormir, manger et se laver, les activités et les personnes âgées ayant un sommeil légèrement plus long. Pour les hommes actifs, la durée hebdomadaire moyenne du temps de travail, qui augmente avec l'âge, est de 39 h 40. Mais il faut lui ajouter 4 heures de trajet par semaine. Pour les femmes actives, le temps de travail représente 32 heures par semaine et les trajets 3 h 30. Globalement, les femmes travaillent cependant plus longtemps que les hommes à cause des activités domestiques (4 h 30 par jour). Ces tâches accablent les femmes au foyer entre 7 h 12 et 8 h 12 par jour, selon leur âge, c'est-à-dire qu'elles exigent plus de temps qu'une occupation professionnelle. L'ine-

### ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU TEMPS DES ADULTES CITADINS SUR DIX ANS<sup>(1)</sup>



(1) Comprend les adultes de dix-huit à soixante-dix ans et plus actifs ou inactifs.  
(2) Moyenne pour les actifs, les étudiants et les inactifs calculée sur les sept jours de la semaine.  
(3) Enquête de 1986 pour un homme âgé de dix-huit à soixante-quatre ans.

galité se retrouve dans le temps libre, plus important pour les hommes que pour les femmes, au détriment de la télévision. Sinon, les distractions sont parfaitement identiques, le Français, comme la Française, ne consacrant pas plus de 5 minutes par jour pour « penser et réfléchir », à comparer aux 2 minutes quotidiennes de pratique religieuse.

### L'agriculteur travaille davantage

Pour la première fois, cette enquête a pu être réalisée auprès des adultes ruraux, agriculteurs exploitants ou autres. Elle met en évidence des différences sensibles avec l'emploi du temps des citadins. Le rural travaille davantage et jusqu'à 8 h 19 par jour pour l'agriculteur, la femme étant absorbée pendant 6 h 15 par les travaux domestiques, difficiles à distinguer dans l'activité d'une ferme. La préparation des repas et la vaisselle prennent deux fois plus de temps qu'à la ville. Manger y est encore un cérémonial qui occupe l'agriculteur pendant plus de 2 heures.

L'emploi du temps des ruraux est plus utilitaire. Ils jardinent, bricolent, élèvent poulets et lapins mais disposent de moins de temps libre. Chaque jour, ils ont 30 minutes de loisirs en moins que les citadins. Mais ils attachent beaucoup moins d'importance à la télévision. L'agriculteur la regarde 56 minutes par jour, sa femme 37 minutes. La pêche et la chasse, pour les hommes, correspondent mieux aux habitudes de vie. On verra dans dix ans, lors de la prochaine enquête, si l'influence des citadins modifie leurs comportements.

ALAIN LEBEAUX.

## CULTUR

et l'Iran

offe

Le bilan est par ailleurs mitigé en matière d'inflation. La maîtrise des prix est restée l'un des objectifs prioritaires du gouvernement, « sans que des progrès importants aient été accomplis dans ce domaine depuis 1983 ». Le rythme annuel de progression des prix de détail est tombé de 7 %, au milieu de 1985, à 2,5 %, au milieu de 1986, avant de remonter à plus de 4 % en mai 1987.

### La place de Londres

C'est sur l'analyse du rôle de la place financière de Londres que le rapport s'attarde le plus longuement. Les réformes du gouvernement, qui combinent « judicieuse-

### Travail à temps partiel et non salarié

Symbolement descendu au dessous de la barre des trois millions de personnes à fin mai, le niveau du chômage en Grande-Bretagne paraît depuis quelques mois bénéficier du mouvement de création d'emplois qui se développe depuis 1983. Les communiqués officiels vantent les succès obtenus par la politique de M. Thatcher et, au vu des résultats, les critiques prennent un ton embarrassé.

### Défavorable aux hommes

« Dans ces conditions », écrit Claude Vimont dans un document réalisé pour le compte de la Société d'études, de documentations économiques, industrielles et sociales (SEDEIS), il semble que la baisse du chômage en Grande-Bretagne ne peut être que faible tant qu'une reprise de l'emploi ne se manifeste pas dans ces deux branches (l'industrie et le bâtiment) de l'économie.

### Travail à temps partiel et non salarié

Au total plus de neuf emplois nouveaux sur dix, créés depuis 1983, appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories particulières. L'ampleur du mouvement est impressionnante puisque 1 040 000 personnes supplémentaires ont trouvé un travail pendant ces trois dernières années. Et cela, notent les experts, au moment où le secteur industriel continue de voir baisser ses effectifs, même si c'est à un rythme plus faible, et où le bâtiment et les travaux publics se maintiennent à peine après une dégringolade de huit années.

### Défavorable aux hommes

« Dans ces conditions », écrit Claude Vimont dans un document réalisé pour le compte de la Société d'études, de documentations économiques, industrielles et sociales (SEDEIS), il semble que la baisse du chômage en Grande-Bretagne ne peut être que faible tant qu'une reprise de l'emploi ne se manifeste pas dans ces deux branches (l'industrie et le bâtiment) de l'économie.

## Les résultats de la Grande-Bretagne

### Pour l'OCDE, M<sup>me</sup> Thatcher est « sur la bonne voie »

Le bilan est par ailleurs mitigé en matière d'inflation. La maîtrise des prix est restée l'un des objectifs prioritaires du gouvernement, « sans que des progrès importants aient été accomplis dans ce domaine depuis 1983 ». Le rythme annuel de progression des prix de détail est tombé de 7 %, au milieu de 1985, à 2,5 %, au milieu de 1986, avant de remonter à plus de 4 % en mai 1987.

### La place de Londres

C'est sur l'analyse du rôle de la place financière de Londres que le rapport s'attarde le plus longuement. Les réformes du gouvernement, qui combinent « judicieuse-

ment une libéralisation et une réglementation plus poussée », devraient, selon l'OCDE, « contribuer à maintenir la position de Londres en tant que grande place financière ».

Les experts remarquent cependant que le secteur financier « garde un rang très supérieur à ce que justifierait le seul potentiel économique du pays ». Cette disproportion suscite une certaine réserve : « Ce dont on pourrait s'inquiéter », écrivent les experts de l'OCDE, « c'est que les entreprises aient investi dans une mesure considérable en actifs financiers plutôt qu'en capital physique, et que, par comparaison avec les investissements, les fusions et les acquisitions aient pris une telle ampleur ».

### Travail à temps partiel et non salarié

Au total plus de neuf emplois nouveaux sur dix, créés depuis 1983, appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories particulières. L'ampleur du mouvement est impressionnante puisque 1 040 000 personnes supplémentaires ont trouvé un travail pendant ces trois dernières années. Et cela, notent les experts, au moment où le secteur industriel continue de voir baisser ses effectifs, même si c'est à un rythme plus faible, et où le bâtiment et les travaux publics se maintiennent à peine après une dégringolade de huit années.

### Défavorable aux hommes

« Dans ces conditions », écrit Claude Vimont dans un document réalisé pour le compte de la Société d'études, de documentations économiques, industrielles et sociales (SEDEIS), il semble que la baisse du chômage en Grande-Bretagne ne peut être que faible tant qu'une reprise de l'emploi ne se manifeste pas dans ces deux branches (l'industrie et le bâtiment) de l'économie.

Analysée sur une longue période, l'évolution de la Grande-Bretagne ne fait pas apparaître un assainissement mais plutôt une adaptation. De 1980 à mars 1983,

Pour les années 1987-1988, les prévisions de l'OCDE sont encourageantes : les marchés à l'exportation devraient connaître une expansion d'environ 4,5 %, et la croissance de la demande intérieure rester vigoureuse malgré un léger tassement en 1988. Les experts prévoient également une nette reprise de l'investissement et un léger recul du chômage - à condition que la population active ne s'accroisse que modérément ».

Seules zones d'ombre : les tensions inflationnistes, « qui ne seront que partiellement compensées par l'effet modérateur de la revalorisation de la livre sterling », et l'augmentation du déficit extérieur courant, qui succéderait ainsi à l'amélioration de la balance commerciale observée au début de l'année.

Il faut sans doute - et les experts de l'OCDE le soulignent - comparer les chiffres de cette année non à ceux de 1981, une année marquée par une profonde récession, mais à ceux de 1979. Les courbes prennent alors une allure tout à fait différente : sur la période 1979-1987, qui couvre en totalité le mandat de M<sup>me</sup> Thatcher, la croissance du PIB se limite à 1,5 % en moyenne, un taux largement inférieur à celui du Japon et des Etats-Unis. Ce chiffre modeste renvoie à la récession brutale de 1980-1981 : il a fallu attendre 1983 pour que le PIB retrouve sa valeur de 1979.

Le rapport s'achève sur quelques recommandations concernant la

politique salariale et l'inflation. L'OCDE, qui déplore « la rigidité à la baisse des salaires nominaux », plaide en faveur « d'améliorations profondes dans le marché du travail, en particulier dans le processus de détermination des salaires ». Depuis 1984, la forte croissance des revenus est restée pratiquement inchangée.

L'adoption d'une réelle politique des revenus étant contraire aux convictions libérales de M<sup>me</sup> Thatcher, l'OCDE conseille une plus grande surveillance des accords de salaires du secteur public.

Cet « ajustement » est jugé indispensable « si l'on veut que l'inflation du Royaume-Uni continue de baisser et que l'équilibre extérieur soit maintenu ».

ANNE CHEMIN.

### Au Pérou

#### Le président Garcia suspend momentanément la nationalisation des banques







du 3 au 7 août

et des taux

de l'Anglais et de la Banque de France, les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes. Les deux banques ont décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes.

BOURSES  
ÉTRANGÈRESNEW YORK  
Le 7 août (à 16h)

Wall Street a ouvert en hausse, les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

Les investisseurs se sont montrés optimistes quant à la poursuite de la croissance économique. Les indices ont progressé de manière significative.

## L'EUROMARCHÉ

## Escamoté par le franc suisse

Toute l'activité obligataire du monde paraît s'être réfugiée en Suisse. Depuis la fin juin, une explosion d'émissions nouvelles a porté à 5,4 milliards de francs helvétiques l'activité primaire, soit une augmentation de près de 40 % par rapport aux 3,8 milliards émis pendant le mois de juillet 1986. La nouvelle tension dans le Golfe, combinée avec la crainte d'un retour des pressions inflationnistes et, par voie de conséquence, d'une remontée des taux d'intérêt, a entraîné la quasi-fermeture de tous les grands marchés obligataires traditionnels, qu'il s'agisse du dollar, du deutschemark ou du yen, sans parler du sterling, en déroute après la remontée du taux de base bancaire en Grande-Bretagne, et de l'ECU, qui doit se perpétuer somnolence d'autres facteurs.

Les emprunteurs anglais, allemands, américains, canadiens, français et japonais se ruent sur le marché suisse des capitaux parce que les liquidités y demeurent très abondantes, qu'on peut y trouver des fonds à plus long terme que partout ailleurs et que les taux d'intérêt sont peu élevés.

Bien que la Bundesbank ait signalé cette semaine qu'elle n'entendait pas voir les taux d'intérêt se tendre outre-Rhin, le secteur du marché international libellé en deutschemark est désert. Il ne permet pas de lever des fonds au-delà de dix ans, et il en coûte au moins

6,75 % pour trouver des capitaux prêts à s'investir sur cette échéance. Par comparaison, un coupon de 5 % est suffisant pour réussir en Suisse une émission obligataire de quinze à vingt ans.

Dans ce domaine, le plus grand succès a été celui d'EDF, qui, sous la garantie de la République française, a réussi à emprunter le mois dernier sur vingt ans avec un coupon annuel de 5 %.

Ce taux d'intérêt a suscité un vif enthousiasme parce que les émissions en francs suisses à cinq ans ne rapportent guère plus que 4 % l'an. Signe de la réussite, l'emprunt EDF se traite aujourd'hui au pair sur le marché secondaire. Comme, en outre, la devise allemande est pratiquement faible face à la suisse, facteur qui porte les investisseurs à préférer cette dernière, de nombreux emprunteurs qui envisagent de solliciter le marché du deutschemark l'abandonnent au profit du franc helvétique.

Pour leur part, les débiteurs japonais se ruent massivement sur le marché suisse parce que, à la suite d'une correction des taux d'intérêt nippons, ceux-ci sont dorénavant plus élevés que les suisses. Le rendement, par exemple, des emprunts en yens à dix ans du gouvernement japonais est de l'ordre de 5,20 %, alors qu'il n'est que de 4 % pour celui du papier à huit ans de la Confédération helvétique.

Papier-or jaune  
et papier-or noir

La crise iranienne n'a pas manqué de ranimer sa cohorte de transactions liées à l'or et au pétrole. Rhône-Poulenc a été le premier à sauter sur l'occasion en offrant, en début de semaine, 100 millions de francs suisses sur huit ans avec un coupon annuel de 2 %. A chaque obligation de 5000 francs est attaché un warrant permettant au porteur d'acquiescer, au cours des vingt-deux prochains mois, 4,2 onces d'or fin à un prix de 475 dollars l'once. Lancé au moment même où le cours de l'or s'envolait sous la pression des événements au Moyen-Orient, l'emprunt Rhône-Poulenc a immédiatement bénéficié d'un vif intérêt. Par la suite, la détente sur le prix de l'or a ralenti l'ardeur initiale.

Jeddi, l'opération se traitait avec une décote de 2 % à 1,50 % sur le marché gris. La transaction, dirigée par l'Américaine Shearson Lehman, est bâtie sur un swap qui permettra à Rhône-Poulenc d'obtenir des dollars à taux variable. Ce swap a été monté par la BNP Capital Markets, pour qui c'est la première opération publique depuis son implantation à Londres il y a à peine deux mois.

Dans la foulée, Olivetti est venue jeudi proposer une émission de 100 millions de francs suisses, elle aussi dotée de warrants-or. D'une

durée de neuf ans, elle est accompagnée d'un coupon annuel de 2 %. Chaque obligation de 5000 francs est assortie d'un warrant donnant au porteur la possibilité d'acheter pendant les vingt-deux mois à venir 4,6 onces d'or fin à un prix de 465 dollars l'once. En se basant sur le cours de 470 dollars l'once en vigueur au moment du lancement et sur un coupon de 4,625 % ou de 4,75 % qui aurait été celui qu'Olivetti aurait dû offrir sur un emprunt en francs suisses classique, c'est-à-dire dénué de warrants, la proposition comporte une prime-or de 27 à 30 %. Cela signifie que le cours de l'or devra dépasser les 604 dollars l'once pour que l'investisseur y trouve son compte. On en revient toujours au même problème. Ce type d'opération comporte des primes trop élevées. Mieux vaudrait acquiescer directement de l'or-métal que de transiger sur des warrants spéculatifs par trop onéreux.

Ce sont des warrants-or, et non plus or jaune, que la banque d'investissement américaine Goldman Sachs a choisi d'offrir jeudi. Au travers d'une euro-emission à deux ans lancée par sa filiale à part entière, J. Aron & Co. elle a proposé 1000 warrants d'achat (« call ») et 1000 warrants de vente (« put »). Chacun d'entre eux permettra

à l'investisseur d'acheter ou de vendre 100 barils de pétrole brut léger à un cours de 21,5 dollars le baril. Les warrants ont été offerts à un prix unitaire de 420 dollars pour ceux servant à l'achat (« call ») et de 470 dollars pour ceux destinés à la vente. Cela signifie que le cours du baril de pétrole concerné devra dépasser 25,7 dollars ou tomber au-dessous de 16,8 dollars pour que devienne productif l'exercice respectif du warrant « call » ou du warrant « put ».

La reprise du dollar américain sur les marchés des changes n'a pas eu pour corollaire la réouverture du marché des euro-emissions à taux fixe libellées dans la devise des Etats-Unis. L'appréhension à l'égard de l'évolution des taux d'intérêt reste grande, et on a vu que la crise iranienne détourne l'attention des investisseurs vers d'autres produits. Toyota Motor Credit s'est néanmoins décidé à tester le marché en lançant cette semaine un euro-emprunt de 150 millions de dollars, accompagné de conditions particulièrement attractives. D'une durée de seulement trois ans, l'opération — qui sera émise à un prix de 101,3125 — portera un intérêt annuel de 8,625 %, l'ensemble étant assorti d'une commission bancaire de 1,375 %. Le tout, qui représente pour l'emprunteur japonais un rendement supérieur de 50 points de base à celui des bons du Trésor américain de même durée, est bâti sur un swap très avantageux pour Toyota. Cette opération sera la fin de course de dollars à taux variable dont le coût sera d'environ 35 points de base inférieur au taux moyen du papier commercial en circulation aux Etats-Unis. Morgan Stanley International, la banque chef de file de la transaction, affirme que l'émission japonaise a été vivement appréciée par les investisseurs internationaux. Cette satisfaction ne paraît cependant pas entièrement partagée par les autres membres du consortium bancaire. La réouverture du marché du dollar à taux fixe est encore loin d'être évidente.

En revanche, les émissions étrangères libellées en couronnes danoises et en francs luxembourgeois continuent de briller de tous leurs feux. Les premières le doivent aux coupons élevés que procure la devise danoise : 10,365 % pour les 300 millions recherchés ces jours-ci dans cette monnaie par la Kreditbank luxembourgeoise sur une échéance limitée à quatre ans et deux mois. Dans ces conditions, on comprend que le dentiste belge soit prêt à se laisser tenter par la nature de la couronne. Mais il l'est tout autant par les coupons de 7 % que sont condamnées à offrir les émissions en francs luxembourgeois, quelle que soit leur durée. La devise du Grand-Duché ne peut offrir moins, sous peine d'entrer en concurrence avec le papier libellé en deutschemark, qui donne des rendements frôlant les 7 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

## LES DEVISES ET L'OR

## Le dollar en vedette

Sortant de sa torpeur estivale, le marché des changes a, comme celui de l'or et des produits pétroliers, réagi vivement à la dégradation de la situation dans la région du Golfe.

Le dollar a gagné plus de 2 francs contre le deutschemark entre lundi 3 et vendredi 7, où il a clôturé à 1,8822 deutschemark. A Paris, la hausse a atteint 10 centimes, et on était proche de la barre des 6,30 F avec 6,28 F au dernier fixing de la semaine.

Une fois n'est pas coutume, ce sont des facteurs politiques qui déterminent actuellement l'évolution du cours du billet vert. Car, en période de crise, celui-ci apparaît comme une valeur refuge. Oubliant le déficit budgétaire américain, l'excédent commercial japonais, ou les anticipations sur les taux d'intérêt, les investisseurs ignorent les variables économiques pour se souvenir que le dollar est avant tout la première, et par là même, la plus recherchée des devises du monde.

Raisonnement à fortiori valable pour l'or, dont les cours ont flambé dès lundi et ont atteint leur plus haut niveau de la semaine à 476 dollars l'once mardi à Londres. Sous l'effet de prises de bénéfices, une détente a ensuite été observée, et, vendredi, sur la même place, l'once de métal fin était cotée à 464 dollars.

Le dollar a réagi avec un peu de retard, mais s'est emballé dans la nuit de lundi à New-York, sous l'effet d'une rumeur concernant le bombardement d'un navire américain dans le détroit d'Ormuz. Rumeur aussitôt démentie, mais qui témoigne de la nervosité d'un marché, qui, en une séance, a poussé le billet vert jusqu'à près de 1,88 deutschemark.

Conséquences de cette tension : après une séance houleuse, mardi, où les cambistes ne juraient que par le dollar tout en reconnaissant que la tendance à long terme — plutôt baissière — ne s'était pas retournée, les banques centrales ont décidé d'inter-

venir directement sur le marché des monnaies. Non pas dans le but de provoquer un repli de la devise américaine, qui nécessiterait des ventes massives de dollar, mais dans l'espoir de calmer les ardeurs haussières des opérateurs. C'est l'occasion, bien sûr, d'évoquer la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de Louvre visant à la stabilisation des parités de changes. Depuis la signature de cet accord, le 22 février dernier, les fourchettes de changes des principales devises sont restées particulièrement stables, les banques centrales n'ayant pas hésité à intervenir à plusieurs reprises, notamment en mars et en mai.

## Bras de fer

Résultats probants : le dollar n'est, depuis l'accord, pratiquement jamais sorti d'une fourchette de 1,80-1,90 deutschemark, et de 147-155 yens. La Bundesbank et la Réserve fédérale ont montré qu'elles entendaient persévérer dans cette voie, en vendant du dollar contre deutschemark de mercredi à vendredi — pour des montants symboliques il est vrai — dès que celui-ci atteignait un cours de 1,8850 deutschemark environ.

La Banque de France serait elle aussi intervenue timidement sur le marché parisien mercredi. Mais, comme le Fed, et contrairement à la Bundesbank, l'institut d'émission français a refusé d'officialiser son action.

La semaine s'achève donc par un bras de fer entre salles des marchés et autorités monétaires. « Il y a une demande de billes vertes, mais les intervenants font preuve de prudence. Ils savent que les banques centrales sont prêtes à intervenir à 1,8850 deutschemark », affirme un cambiste allemand. A quoi l'un de ses confrères répond qu'il sera intéressant de voir jusqu'où ira la vigilance des banques centrales dans les prochains jours.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEU	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Yen	Libra
Londres	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
New-York	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Paris	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Berlin	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Frankfurt	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Breuxelle	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Amsterdam	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Milan	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080
Tokyo	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080	1,5080

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 août, 4,192 F contre 4,177 F le vendredi 31 juillet.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Tension sur les taux

La tendance mondiale à la hausse des taux, sous-jacente depuis quelques mois, s'est vraiment confirmée cette semaine, au cours de laquelle la montée des tensions internationales dans la région du Golfe a déclenché un mouvement de pessimisme sur les marchés obligataires et monétaires. On redoute avant tout une résurgence de l'inflation, en particulier à cause de la poussée des prix pétroliers en début de semaine et des anticipations de poursuite de la hausse des cours du brut.

Aux Etats-Unis, d'ailleurs, le rapport sur l'économie américaine à mi-année, présenté au président Reagan jeudi, contient une révision en hausse des prévisions du taux d'inflation américain, estimé à 5,4 % en rythme annuel au premier semestre. M. Beryl, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, s'est voulu rassurant en estimant que « les inquiétudes quant à une résurgence de l'inflation sont exagérées ».

Cependant, les réallocations de capitaux au profit des métaux précieux et des matières premières observées ces derniers jours ont nu au marché obligataire. Ainsi, aux Etats-Unis, le rendement de l'emprunt de référence à trente ans, échéance 2017 émis à 8,3/4 % début mai, s'est tenu jusqu'à 8,96 % sur une base semi-annuelle.

Les principales maisons de courtage tablent sur un rendement à moyen terme de cette obligation de 9,3/4 %. De plus en plus de fonds de retraite américains déconseillent l'achat de titres à taux fixes, car, aujourd'hui, il n'est plus inconve-

nant d'anticiper des taux de 10 % et plus sur les emprunts d'Etat à dix ans.

La prochaine opération trimestrielle de refinancement du Trésor américain, qui interviendra des que le Congrès aura voté un relèvement du plafond de la dette — peut-être la semaine prochaine, — risque de confirmer la tension sur les taux longs, surtout si les Japonais ne se portent pas aussi acquiescents qu'à leur habitude (ils ont souscrit lors des dernières adjudications 40 % des titres émis). Mais, malgré le regain des fluctuations du dollar, l'écart de rendement entre les titres japonais et américains demeure intéressant pour les investisseurs nippons, avec 4 % environ.

Le retournement des anticipations sur les taux a également été ressenti en Allemagne, où l'Etat fédéral a relevé les conditions d'émission de ses emprunts, le taux de rendement des nouvelles obligations d'Etat à cinq ans étant passé de 5,11 à 5,30 %.

En Grande-Bretagne, enfin, la surprise est venue du relèvement par la Banque d'Angleterre de son taux d'intervention sur le marché à 9,7 %. Après une succession de corrections à la baisse, la décision de l'institut d'émission britannique marque un renversement de tendance et souligne certaines craintes en matière de résurgence de l'inflation.

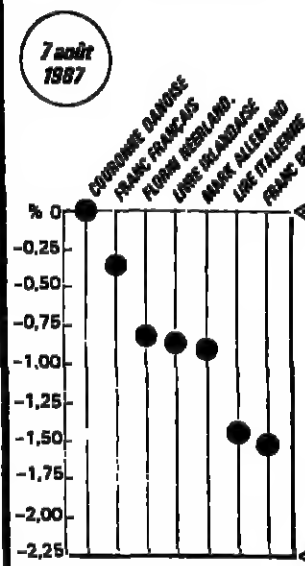
C'est avant tout l'adjudication d'OAT (obligations assimilables du Trésor) effectuée le 6 août qui a témoigné de la mauvaise santé du marché obligataire français. Cette

Seule l'opération de refinancement du Trésor américain (voir ci-dessus) pourrait se révéler capable de détourner l'attention des opérateurs de la scène politique, dans l'hypothèse d'un apaisement ou d'une stabilisation de la situation. Elle fournit d'ores et déjà un soutien technique au dollar, notamment à Tokyo. Par ailleurs, l'annonce vendredi d'une nouvelle décade du chômage aux Etats-Unis en juillet, avec 6 % de sans-emploi contre 6,1 % en juin, a contribué à soutenir le sentiment haussier sur le dollar.

En Europe, la livre sterling a été très chahutée, jouant comme à son habitude son rôle de pétromonnaie, mais se posa également en victime du relèvement des taux d'intérêt britanniques décidé par la Banque d'Angleterre. Ferme contre le dollar en début de semaine, elle a par la suite refléchi en raison de la baisse des cours du brut et du mauvais accueil réservé par les marchés à la décision de la Banque d'Angleterre. Elle a clôturé la semaine à Paris à 9,8725 F, et s'inscrivait à 1,5675 pour 1 dollar en séance à New-York.

Importante conséquence pour le SME de la poussée du dollar : le franc français s'est affaibli contre le deutschemark suite aux interventions de la Bundesbank, et aux achats de deutschemark réalisés par les opérateurs soucieux, dans le contexte international troublé, de se procurer des monnaies fortes. Le franc français demeure en tête du SME, mais le deutschemark a progressé, jusqu'à 3,3353 F vendredi à Paris, contre 3,3274 lundi. L'écart entre franc français et franc belge — en queue du SME — n'a atteint plus que 1,17 contre 1,26 lundi.

(Interim.)

LES MONNAIES DU S.M.E. :  
DE LA PLUS FORTE  
À LA PLUS FAIBLE

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

## L'aluminium débridé

Depuis la fin du mois de juin, l'aluminium réalise des performances remarquables. Les cours ont crevé les uns après les autres tous les seuils de résistance fixés par les analystes sur graphique. En milieu de semaine, la tonne à trois mois a touché 1 045 livres avant que des prises de bénéfices d'origine spéculative ne ramènent sa valeur aux alentours de 1 030 livres.

Cette fermeté de l'aluminium, qui se traduit encore à moins de 800 livres fin 1986, est le résultat d'un assainissement du marché, les producteurs ayant peu à peu éliminé les petites unités de production obsolescentes pour se concentrer sur des usines d'électrolyse et d'affinage à haute productivité. Comme le souligne le consultant international Anthony Bird Associates, le niveau actuel des prix devrait entraîner une

poursuite de cette restructuration en permettant aux unités « marginales », c'est-à-dire les moins productives, de rester en activité pendant que les gros producteurs investissent dans des usines plus performantes.

Aujourd'hui, sur le London Metal Exchange, les cotations font apparaître un déport (cours du comptant supérieur au terme) caractéristique d'un manque de métal disponible sur le marché. Il est vrai qu'après une consommation record de 13,32 millions de tonnes, les stocks des producteurs et des clients se retrouvent au plus bas. En outre, sur le marché de Londres, l'exercice des options contribue à la raréfaction du métal. Au mois de juillet, l'aluminium a été particulièrement traité, contribuant avec le cuivre à 70 % du volume des affaires.

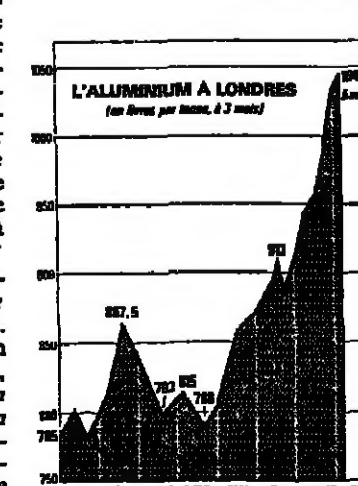
Cette tension sur les approvisionnements devrait encore se prolonger, estime-t-on dans les milieux professionnels. En effet, dans un premier temps, l'aluminium pourrait souffrir d'une perte de compétitivité en raison de sa récente remontée. Mais ce handicap devrait rapidement être surmonté du fait de la reprise générale des non-ferreux. Aux Etats-Unis, la production de métal primaire a baissé de 2,2 % au premier semestre par rapport au chiffre enregistré en 1986, à 1,6 million de tonnes. Les livraisons de l'industrie sont également en repli de 1,5 % à 3,075 millions de tonnes.

« La situation devrait rester tendue jusqu'au premier semestre 1988 », indique-t-on chez Pechiney. Les brokers américains Shearson Lehman Brothers se montrent, quant à eux, plus nuancés. « La pénurie devrait s'atténuer d'ici à la fin de l'année car de nombreux producteurs ont augmenté leur production pour profiter de la remontée

des cours », écrivent-ils dans leur dernier rapport semestriel. Cependant, un conflit social pourrait élever chez le producteur canadien Alcan — comme cela est déjà arrivé — lors de la négociation des contrats de travail qui aura lieu fin août, cela accentuerait encore le manque de métal.

Les Japonais, premiers importateurs mondiaux d'aluminium, sont très attentifs à ces problèmes d'approvisionnement, car l'empire du Soleil-Levant a pratiquement abandonné la production de métal primaire. C'est pourquoi l'industrie japonaise négocie actuellement avec les autorités du LME pour créer un point de livraison au Japon. Ce nouvel entrepôt serait utilisé par l'industrie nipponne à la manière d'un stock régulateur lui permettant de mieux gérer les déports apparaissant sur le marché londonien. Le MITI japonais envisage la création d'un marché à terme qui pourrait voir le jour à Osaka.

(Interim.)



PRODUITS	COURS DU 7-8
Café h. g. (Londres)	1 086,5 (- 6)
Aluminium (Londres)	1 028 (- 3)
Nickel (Londres)	3 396 (+ 153)
Sucre (Paris)	1 090 (+ 37)
Café (Londres)	1 287 (+ 52)
Cacao (New-York)	1 299 (- 63)
Riz (Chicago)	258 (- 3,25)
Mais (Chicago)	152,50 (- 11)
Soja (Chicago)	168,60 (- 4,6)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La mort de Camille Châmon. — La tension dans le Golfe. 4 Le décès de Nobusuke Kishi, ancien premier ministre du Japon. — L'anniversaire d'Hiroshima.	5 L'enquête sur l'assassinat d'un gendarme en Corse. — La « guerre » selon M. Michel Debré. — Le décès de Léon Noël.	6 Deux nouvelles expulsions au Pays basque. — Manifestation antiraciste à Nice après le meurtre d'un ouvrier tunisien. — Le sport sera-t-il victime de la loi contre l'alcoolisme ?	7 L'exposition Labourer au Pavillon des arts. — Les photographies de Zola au musée-galerie de la SEITA. 8 Communication : broutilles et embrouilles sur la FM parisienne.	11 L'emploi du temps des Français. 12 Le rapport annuel de l'OCDE sur l'économie britannique. 13 Revue des valeurs. 13 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Météorologie ..... 9 Mots croisés ..... 9 Carnet ..... 9 Spectacles ..... 8	● Exclutif : qui sont les tueurs corses. EXL ● Repères : flash-back sur la semaine. REP ● Jeux : jouez avec le Monde. JEUX Actualité Sports. International. Culture. Jeux. Bourse. 3615 Tapez LEMONDE
DATES	CHRONOLOGIE					
2 Il y a vingt-cinq ans : la mort de Marilyn Monroe.	10 Juillet 1987 dans le monde.					

## Les négociations sur le désarmement

M. Chevardnadze espère qu'un accord sur les INF sera mis au point avant sa rencontre avec M. Shultz

GENÈVE  
de notre correspondante

Bien que le terme « constructif » ait été brandi de part et d'autre, une baguette magique destinée à exorciser le sort, l'impression qui prévaut, après le départ de M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, est que son passage sur les rives du Léman n'a été qu'une opération de publicité — encore que ponctuée de menaces — en faveur des positions de M. Gorbatchev.

La venue à Genève de M. Chevardnadze a eu aussi pour effet de redorer le blason de l'interminable et quelque peu terne conférence sur le désarmement, ainsi que de faire progresser les préparatifs de la rencontre que le ministre soviétique doit avoir dans un peu plus d'un mois, à Washington, avec le secrétaire d'État américain George Shultz.

Au cours de leur entretien de trois heures — une heure de plus que prévu — le ministre soviétique et le chef des négociateurs américains à Genève, l'ambassadeur Max Kampelman, sont convenus d'accélérer les négociations afin qu'un projet de traité sur les fusées intermédiaires et de courte portée (INF) acceptable pour les deux parties, soit mis au point avant la rencontre de Washington. Pour ce qui est toutefois des 72 fusées Pershing I-A basées en République fédérale, les positions ne semblent guère avoir évolué. Pour les Soviétiques, ces fusées doivent être éliminées, un point c'est tout. Tandis que les Américains réaffirment qu'elles appar-

tiennent à la RFA, même si leurs ogives nucléaires sont la propriété des États-Unis. La conférence de presse tenue vendredi matin par M. Chevardnadze n'a été qu'une répétition en style plus corse de son intervention de la veille devant la conférence sur le désarmement (le Monde du 7 août).

Le texte soigneusement préparé prononcé au Palais des Nations, si digne de M. Chevardnadze que l'improvisation. En dépit de ses efforts pour se limiter à ses déclarations de la veille, il y eut quelques questions portant sur d'autres points, notamment sur la situation dans le Golfe. M. Chevardnadze répondit qu'il jugeait celle-ci « très compliquée » et « imprévisible », que la présence sur les lieux d'un si grand nombre d'armements et de navires de guerre, en particulier de bâtiments américains, ne pouvait qu'être dangereuse, mais qu'il appartenait à tous les États de soutenir les Nations unies et leur secrétaire général, M. Perez de Cuellar, afin que la résolution du Conseil de sécurité du 20 juillet tendant à mettre fin à la guerre Irak-Iran soit respectée.

Interrogé sur le projet de conférence de la paix au Proche-Orient et sur une éventuelle reprise des relations diplomatiques de son pays avec l'État d'Israël, le ministre soviétique estima que les deux questions ne sauraient être liées, ce qui l'autorisait à ne pas répondre à la deuxième, et assura que Moscou était naturellement favorable à l'idée d'une conférence de la paix.

ISABELLE VICHNIAC.

## Le dialogue avec les États-Unis se poursuivra « quel que soit le président américain », déclare M. Gorbatchev

Moscou (AFP, Reuters). — L'URSS poursuivra le dialogue avec les États-Unis « quel que soit le président américain », a déclaré, le vendredi 7 août à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Recevant un groupe d'enseignants américains professeurs de russe, M. Gorbatchev a indiqué qu'il menait avec le président Reagan « un dialogue sérieux », même si « parfois nous ne sommes pas contents l'un de l'autre. Les pourparlers se poursuivent. Certains ont intérêt à ce qu'ils aient simplement lieu. Cela ne nous arrange pas. Il faut passer au stade des accords ».

« Si les négociations de Genève doivent servir de précédent à la poursuite des programmes militaires et aux augmentations des budgets militaires, nous sommes résolument contre. Une approche est inacceptable », a encore dit M. Gorbatchev.

« Nous [URSS] allons suivre la ligne de Reagan, nous avons assez de patience, a poursuivi le leader soviétique. Nous continuerons de coopérer et nous poursuivrons le dialogue quel que soit le président, quelle que soit l'administration élue par le peuple américain ».

« Je ne serai jamais d'accord avec celui, quel qu'il soit, qui dit

que le peuple américain est agressif envers l'Union soviétique », a-t-il encore déclaré, en ajoutant qu'il n'avait aucune hostilité à l'endroit des Américains « ni aucun respect ».

Il a reconnu que le niveau de vie des Américains était supérieur à celui des Soviétiques, mais que le système de protection sociale de son pays était bien supérieur.

Le journal télévisé a diffusé quarante minutes d'extraits de la rencontre de M. Gorbatchev avec ces enseignants.

D'autre part, des extraits de l'allocution prononcée devant le corps diplomatique soviétique, en mai 1986, par M. Gorbatchev, ont été publiés pour la première fois vendredi dans le *Message du MID*, un bulletin bimensuel du ministère des affaires étrangères.

« Il est impardonnable de penser que nos partenaires (aux négociations) sont plus bêtes que nous », a souligné M. Gorbatchev. « Il ne faut pas croire que l'Union soviétique sur une position se transforme en ennemi instantané et que l'on en vienne à sommer les représentants soviétiques, Mister Nit », a-t-il ajouté dans une allusion à Molotov, chef de la diplomatie soviétique sous Staline.

## AFGHANISTAN : l'absence prolongée du numéro un

## M. Najibullah « se repose » en Union soviétique

Moscou (AFP). — Le numéro un afghan, M. Najibullah, « se repose dans une ville d'eau » d'Union soviétique, a affirmé le vendredi 7 août à Moscou un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. Jeudi, un autre porte-parole du même ministère avait indiqué que M. Najibullah, âgé de trente-neuf ans, avait quitté Moscou le 21 juillet « pour le sud de l'URSS afin d'y suivre un traitement médical », mais sans pouvoir préciser s'il s'y trouvait encore (le Monde du 7 août).

Le leader afghan était arrivé le 19 juillet en compagnie de son épouse dans la capitale soviétique, où il avait été reçu par M. Mikhaïl Gorbatchev, avant de tenir une

conférence de presse. L'agence Tass avait annoncé son départ de Moscou le 21, mais sans faire état de sa destination. M. Guerassimov n'a pas parlé de « traitement médical » vendredi. « C'est le mois d'août », a-t-il contesté de dire, faisant probablement allusion à la période des vacances. Il n'est pas rare pour les dirigeants de pays amis de l'URSS de « partir libres » de venir prendre des vacances en Union soviétique, mais, en règle générale, les médias soviétiques font état de leur présence ou de leur absence, ce qui n'a pas été le cas pour M. Najibullah. L'ancien dirigeant afghan, M. Babrak Karmal, remplacé en mai 1986 par M. Najibullah, se trouve à Moscou depuis trois mois, officiellement pour raisons de santé.

## Les raffineurs appliqueront la décision sur le pétrole iranien

Les sociétés de raffinage opérant en France appliqueront la décision du gouvernement français de ne plus faire entrer de pétrole ou de produits raffinés iraniens sur le territoire français, indiquant le vendredi 7 août dans un communiqué l'Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière (UCSIP).

« L'industrie française du raffinage demande aux pouvoirs publics que les dispositions nécessaires au contrôle de l'origine des importations de produits finis soient prises, afin que le pétrole iranien auquel les sociétés de raffinage doivent renoncer ne puisse revenir à bas prix sous forme d'importations de produits raffinés », souligne l'UCSIP.

« L'annulation des contrats en cours conclus avant la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran peut entraîner un renchérissement de l'approvisionnement pétrolier du pays », signale le communiqué.

● AUTOMOBILISME : Rallye d'Argentine. — La troisième étape du Rallye d'Argentine, disputée le vendredi 7 août, autour de Córdoba, a été dominée, une nouvelle fois, par les deux Lancia Delta 4WD. Au classement général, l'Italien Massimo Biason précède son coéquipier argentin Jorge Recalde de 1 min. 40 s. et l'Allemand de l'Ouest Erwin Weber (Volkswagen Golf GTI) de 17 min. 55 s.

● VIETNAM : les négociations avec Washington. — Les deux premières « réunions d'experts » vietnamiennes et américaines sur les soldats américains disparus pendant la guerre et sur les « questions humanitaires urgentes » du Vietnam vont avoir lieu au cours du mois d'août à Hanoi, a annoncé, le jeudi 6 août, le porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères. Il s'agit de deux groupes d'experts, dont le créateur a été décidé lors de la récente visite à Hanoi, du 1<sup>er</sup> au 3 août, du général John Vessey, envoyé spécial du président Reagan.

De son côté, Vietnam a annoncé qu'une délégation américaine séjournera du lundi 10 au mercredi 12 août au Laos, à l'invitation du ministère laotien des affaires étrangères, pour des discussions sur le sort des soldats américains disparus au Laos. La délégation sera conduite par M. Richard Childress, directeur des affaires asiatiques au Conseil national de sécurité. — (AFP.)

## Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale ont conclu un accord sur le règlement des conflits

Guatemala. — L'accord signé par les cinq chefs d'État d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et El Salvador) vendredi 7 août dans la capitale guatémaltèque reprend les grandes lignes du plan de paix proposé par le président costaricien Oscar Arias.

Une trêve non seulement au Nicaragua, mais aussi dans d'autres pays de l'isthme comme le Salvador devra prendre effet dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de l'accord. La mise au point de ce cessez-le-feu sera confiée à une commission composée des ministres des affaires étrangères qui se réunira tous les quinze jours. Les pays concernés s'engagent à ne pas aider les groupes rebelles qui tentent de déstabiliser le gouvernement de l'un ou l'autre d'entre eux.

Le document de quatorze pages lu par le président Oscar Arias contient aussi un appel aux gouvernements « extérieurs à la région » à mettre fin au soutien qu'ils apportent à des mouvements rebelles. Cet accord prévoit en outre l'organisation d'élections « libres, pluralistes et honnêtes » dans les délais prévus par les Constitutions des pays concernés.

Les membres d'un futur parlement centraméricain seront élus, dans ces conditions, au cours du premier scrutin de 1988. L'appel à l'engagement d'un dialogue interne dans les pays qui connaissent des conflits armés — Nicaragua, El Salvador et Guatemala — mentionne les groupes politiques « non armés », comme dans le texte original du plan Arias, mais élargit cette possibilité aux groupes qui « auront bénéficié de l'amnistie ». Il s'agit en fait

de rendre possible, des négociations, refusées jusqu'ici entre les gouvernements et les guérillas des pays concernés.

Au chapitre de la « démocratisation », qui vise particulièrement le Nicaragua, le texte appelle à l'instauration d'une « liberté complète pour la télévision, la radio et la presse » ainsi qu'à l'établissement d'un « pluralisme politique total ». Une commission internationale de vérification et de suivi devrait être créée avec des représentants des Nations unies, de l'Organisation des États Américains (OEA), du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) et de son « groupe d'appui » (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay). Elle sera chargée, dans un délai de cent vingt jours, de vérifier l'exécution des mesures prévues. Enfin, vers le mois de janvier prochain, les cinq présidents centraméricains se réuniront en un nouveau sommet. Ils examineront à cette occasion un rapport de la commission internationale de vérification et de suivi et prendront « les décisions qui s'imposent ».

Les réactions à ce programme étaient encore très prudentes ce samedi en fin de matinée. Aux États-Unis, le président de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, a indiqué avoir été informé de cette initiative par l'ambassadeur du Costa-Rica à Washington, en ajoutant : « Cela me semble très encourageant ». Le président de la Chambre a aussi estimé que Washington devait soutenir ce plan, même s'il diffère de celui qu'il a lui-même proposé cette semaine avec le président Ronald Reagan. — AP, AP, Reuters, UPI.)

## UGANDA

## La potion n'était pas magique : 201 morts

Chiantant, tapant en cadence dans leurs mains, quelques centaines de membres de la secte Holy Spirit, (Esprit saint) opposée au gouvernement ont attaqué mercredi 5 août au matin l'aéroport de Soroti, à 250 kilomètres au nord-est de Kampala. Ils étaient persuadés que la potion, concoctée par leur « sorcier », M<sup>re</sup> Alice Leikwena, qu'ils avaient tous absorbée avant le combat, les immuniserait contre les balles des troupes gouvernementales. Bientôt, deux cent un morts, et sept prisonniers du côté des rebelles. Trois blessés parmi les troupes gouvernementales.

● ÉTATS-UNIS : Un ancien garde de camp de concentration devrait être expulsé vers l'URSS. — Un juge fédéral de Chicago a ordonné l'expulsion vers l'URSS d'un ancien garde de camp de concentration nazie de Treblinka, Ludas Kalwa, originaire de Lituanie. L'ancien nazi avait été déchu en décembre 1984 de la nationalité américaine — qu'il avait obtenue il y a trente ans — pour avoir caché aux services d'immigration américains ses états de service chez les SS. La décision d'expulsion, rendue le 27 juillet dernier, peut encore être contestée en appel.

● SRI-LANKA : le sort des détenus tamouls annulés. — Des navires de la marine indienne se préparent, le vendredi 7 août, à évacuer pour le Sri Lanka des prisonniers tamouls relâchés par le gouvernement srilankais conformément à l'amnistie décidée à l'égard des séparatistes tamouls par Colombo, a rapporté, vendredi, l'agence indienne PTL. — (AFP.)

## Afrique du sud

## Retrait de la dernière grande banque britannique

Johannesburg. — Alors que l'Union nationale des mineurs noirs (NUM), le plus puissant syndicat noir du pays) confirmait, vendredi 7 août, l'ordre de grève donné à partir de dimanche 9 août dans plusieurs mines d'or et de charbon, on apprend ce même jour le retrait de l'Afrique du Sud de la dernière grande banque britannique encore présente. M. Henri de Villiers, le président de la Standard Chartered Bank (Standard) annonçait en effet au cours d'une conférence de presse la vente des 39 % que la Standard détenait dans la Standard Bank, l'une des deux principales banques sud-africaines. Ce retrait fait suite à celui, en 1987, d'une autre grande banque britannique, la Barclays, qui avait vendu les 40 % qu'elle détenait dans sa filiale sud-africaine. Depuis 1984, les opérations de désinvestissement des entreprises étrangères en Afrique du Sud ont dépassé la centaine. — (AFP.)

Pour permettre une tournée de joueurs australiens

## Le président de la Fédération de rugby est prêt à démissionner

M. Danie Craven, le président de la Fédération sud-africaine de rugby (SARB), s'est déclaré, le jeudi 6 août, prêt à démissionner pour permettre à une équipe « rebelle » de rugbymen australiens de faire une tournée en Afrique du sud. « Si c'est la meilleure solution pour mon pays, s'il est déclaré, je démissionnerai afin que nos joueurs et notre public obtiennent ce qu'ils méritent. »

Cette soudaine volte-face de M. Craven, qui avait promis l'an dernier à l'International Rugby Board (IRB), après la tournée des « cavaliers » néo-zélandais, que son pays n'accueillerait plus de tour « rebelle », apparaît comme la conséquence des fortes pressions auxquelles il est soumis depuis quelques jours tant de la part des joueurs que des autres dirigeants sud-africains. Si, d'ailleurs, les rugbymen australiens « rebelles » effectuaient une tournée au pays des Springboks sans l'autorisation de leur fédération et de l'IRB, le rugby mondial se trouverait à coup sûr plongé dans l'une des crises les plus graves de son histoire.

M. Craven semble donc cette fois décidé à prendre le risque d'un conflit ouvert entre l'IRB et la Fédération sud-africaine de rugby pour permettre de rompre l'isolement sportif dans lequel sont plongés les joueurs sud-africains.

## URSS

## Le conteneur-espion s'intéressait à la radioactivité

Le ministère soviétique des affaires étrangères (MID) est revenu vendredi 7 août sur la découverte, en janvier 1986, à Moscou, d'un « appareil d'espionnage » dans un conteneur affrété par une firme japonaise et destiné à une firme ouest-allemande.

L'organe du gouvernement, *Izvestia*, avait révélé cette affaire le 10 juin dernier. Le conteneur, embarqué au Japon, devait transporter par la Transsibérienne, du port de Nakhodka (Extrême-Orient soviétique) à Leningrad, avant d'être envoyé à Hambourg. Un haut fonctionnaire des douanes soviétiques a expliqué, photo à l'appui, que le conteneur, supposé transporter des pois en terre cuite, était en fait « truffé » d'équipements, dont deux caméras, des appareils de mesure de radioactivité et des ordinateurs. Plusieurs de ces appareils ont été exposés au centre de presse du MID.

Le responsable des douanes, qui suppose que « ce conteneur a transité à plusieurs reprises à travers l'URSS », a affirmé que le but de l'opération était notamment de « détecter des sources de radioactivité » et de prendre des photos. La société japonaise Transsib, responsable du transport du conteneur, s'est vue infliger une amende de 3,2 millions de francs. (AFP.)

● URSS : Grave collision ferroviaire dans le sud-ouest de la Russie. — Une collision entre un convoi de marchandises et un train de voyageurs a fait de nombreux morts, vendredi 7 août, en gare de Kamenskaja, près de Rostov-sur-le-Don, dans le sud-ouest de la République de Russie. L'agence Tass, qui a qualifié l'accident de « désastre », ne donne aucun bilan précis, mais laisse entendre que le nombre de morts pourrait être élevé. Les autorités soviétiques ont rarement révélé dans le passé les bilans des accidents ferroviaires. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 8 août 1987 a été tiré à 459 982 exemplaires

A B C D E F G H

A Washington  
Le culte du chef

WASHINGTON  
correspondance

Ils étaient tous là, magnifiques dans leur uniforme, portant toque et veste blanches, pour le grand pèlerinage du club des « Chefs des chefs » reçu dans la capitale avec tous les honneurs dus à leurs fonctions de servir les rois de Suède et du Danemark ou les chefs d'État de Chine, de France et d'Allemagne.

M. Normand, chef des cuisines de l'Élysée depuis de Gaulle, se montrait très discret sur les goûts de son patron actuel, indiquant seulement qu'il s'intéressait aux menus préparés pour ses invités. Le chef du prince de Galles, extrêmement réservé, car il a signé l'acte sur les secrets officiels, expliquait : « Tout ce qui concerne la famille royale est secret » Il reconnaissait, néanmoins, avoir aidé la princesse Diana à garder sa ligne. M. Alier, chef de la Maison Blanche, déclarait, à quelques semaines de sa retraite, que « la cuisine rapprocherait les peuples... l'amour passe par l'estomac ».

Bien entendu, les chefs chinois, égyptiens, soviétiques, refusant tout commentaire sur la CIA, c'est-à-dire le Culinary Institute of America.

H. P.

## Les pièces de 10 francs en nickel reprises jusqu'à fin septembre

Les pièces de 10 francs en nickel des types « République » et « Robert Schuman », qui risquaient d'être confondues avec les pièces de 50 centimes, ont cessé d'avoir cours légal le 1<sup>er</sup> mars dernier. Elles devaient être reprises par la Banque de France, les banques et les comptables publics jusqu'au 30 juin. Le ministère des finances vient de faire savoir que le délai de reprise par la Banque de France était étendu jusqu'au 30 septembre.

## Graphologue MSI

Notre cabinet s'occupe dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, L.M. Ecole Supérieure de Graphologie, Beau Site St. Ch. 92131 Paris Cedex 19.

كتاب من القرآن